



*"Tous engagés, tous mobilisés pour planifier,  
pour moderniser et pour transformer des vies."*

## 2<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitat

De nombreuses réunions se sont tenues ces derniers mois entre le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) engagés à accompagner le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC), dans l'organisation du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2), après celui de même type organisé en 1984. Objectifs de ces rencontres : renforcer la coordination interinstitutionnelle, synchroniser et aligner les interventions des PTF, et mobiliser les fonds nécessaires à la tenue de ce recensement crucial pour une meilleure planification des programmes et projets de développement du pays.

# La synergie Gouvernement-bailleurs de fonds se renforce pour l'organisation du recensement

Lire articles pp 8, 9, 26,27

### Transparence et redevabilité

Devant le Sénat, Guylain Nyembo appelle à une unité d'action pour garantir la réussite du PDL-145T

P. 13

### Révision du Code des investissements

Renforcer la sécurité juridique et judiciaire des investisseurs, une des conditions indispensables

P. 18

### Diplomatie économique

À Paris, Guylain Nyembo séduit les investisseurs et confirme la nouvelle dynamique économique de la RDC

P. 22

# SOMMAIRE

<b>Poursuite de la vulgarisation du TNSE</b>	
<b>Guylain Nyembo souligne le rôle majeur de six autres ministres réformateurs dans l'amélioration du Climat des affaires</b>	05
<b>Facilité de Partenariat ONU/RDC et des PFI</b>	
<b>Un alignement de l'appui onusien sur les priorités nationales, un principe primordial pour l'atteinte des résultats</b>	06
<b>RGPH2</b>	
<b>Le Ministère du Plan &amp; CAD dote l'INS d'équipements informatiques pour la phase de cartographie</b>	08
<b>Réunion SWA Madrid 2025</b>	
<b>Guylain Nyembo présente les progrès réalisés par la RDC dans le secteur Eau et Assainissement</b>	11
<b>2<sup>ème</sup> Sommet Mondial pour le Développement Social</b>	
<b>« Investir dans les populations, c'est investir dans la paix et la durabilité », Guylain Nyembo</b>	15
<b>Développement à la base</b>	
<b>Guylain Nyembo fait le point sur le PDL-145T devant le Sénat et appelle à une unité d'action pour garantir la réussite du Programme</b>	13
<b>Gouvernance et enjeux climatiques</b>	
<b>Les réformes liées à l'investissement public et les mesures climatiques au centre des échanges entre Guylain Nyembo et une mission du FMI</b>	14
<b>Planification et démographie</b>	
<b>Guylain Nyembo lance les travaux d'élaboration de la Politique Nationale de Population</b>	16
<b>Révision du Code des investissements</b>	
<b>« Ce dont les investisseurs ont besoin, c'est la clarté, la cohérence et la transparence des procédures », Guylain Nyembo</b>	18
<b>PDL-145T</b>	
<b>"Aucun territoire ne sera laissé pour compte", réaffirme le Ministre d'État Guylain Nyembo devant le Sénat</b>	20
<b>Diplomatie économique</b>	
<b>A Paris, Guylain Nyembo séduit les investisseurs et confirme la nouvelle dynamique économique de la RDC</b>	22
<b>RDC : le Gouvernement affine son modèle de cadrage macroéconomique pour fiabiliser les prévisions des recettes extractives</b>	20
<b>Mobilisation inclusive en faveur des personnes vivant avec handicap</b>	24
<b>Approche Nexus</b>	
<b>Guylain Nyembo inaugure le Cadre national de coordination Nexus Humanitaire-Développement-Paix</b>	26
<b>Climat des affaires</b>	
<b>Guylain Nyembo lance la réforme de la loi sur le PPP pour renforcer l'attractivité des investissements en RDC</b>	27



## Guylain Nyembo Mbwizya

Ministre d'État, Ministre du Plan  
et de la Coordination de l'Aide  
au Développement

### Planification, coordination et impact : consolider la confiance pour investir durablement en RDC

Le dernier trimestre de l'année 2025 a été marqué par une intensification des réformes et des actions structurantes visant à renforcer la crédibilité, la lisibilité et l'efficacité de l'action publique en République démocratique du Congo. À travers les activités présentées dans ce cinquième numéro du Pivot-Sentinel, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement confirme son rôle de chef d'orchestre de la planification stratégique, de la coordination des partenaires et du suivi axé sur les résultats.

La poursuite de la vulgarisation du Tableau Numérique de Suivi et d'Évaluation (TNSE) des réformes du Climat des affaires auprès des ministères sectoriels illustre la volonté du Gouvernement d'ancrer durablement une culture de performance, de redevabilité et de transparence. Cet outil constitue un signal fort à l'endroit des partenaires techniques et financiers ainsi que des investisseurs : les réformes sont suivies, mesurées et pilotées de manière rigoureuse.

Les avancées enregistrées dans la planification démographique, avec le lancement des travaux de la Politique Nationale de Population et la préparation du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat, renforcent la disponibilité de données fiables, condition essentielle à la bancabilité des projets, à la planification des investissements et à une allocation efficiente des ressources.

Sur le plan économique, la diplomatie active menée auprès des partenaires bilatéraux, multilatéraux et du secteur privé, combinée à la réforme du Code des investissements et au renforcement du cadre des Partenariats Public-Privé, traduit une ambition claire : offrir un environnement des affaires plus prévisible, sécurisé et attractif, aligné sur les standards internationaux.

Enfin, l'alignement de l'aide extérieure sur les priorités nationales, à travers une coordination renforcée et des mécanismes innovants de financement, demeure un principe cardinal de l'action gouvernementale. Il vise à maximiser l'impact des financements mobilisés et à soutenir efficacement la mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement 2024-2028. La RDC avance avec une vision claire : bâtir un partenariat de confiance fondé sur la cohérence des politiques, la stabilité des réformes et la recherche d'un impact durable au bénéfice des populations.

[ Tous engagés, tous mobilisés pour planifier, pour mobiliser et pour transformer des vies. ]

# TNSE

TABLEAU NUMERIQUE DE SUIVI-EVALUATION

Poursuite de la vulgarisation du TNSE

**Guylain Nyembo  
souligne le rôle majeur  
de six autres ministres  
réformateurs dans  
l'amélioration du Climat  
des affaires**

---



## ► Les assignations spécifiques des six ministres réformateurs

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a poursuivi au mois d'octobre 2025, la campagne de vulgarisation du Tableau Numérique de Suivi et d'Évaluation (TNSE) des réformes du Climat des Affaires auprès des ministères sectoriels directement impliqués dans l'amélioration de l'environnement économique national, campagne qu'il avait entamée au mois de septembre 2025.

Accompagné des membres de la Cellule Climat des Affaires de la Présidence de la République, il a rencontré cette fois six ministres réformateurs, qui ont chacun des assignations spécifiques à accomplir pour faire accélérer la mise en œuvre des réformes sur l'amélioration du climat des affaires, et favoriser la compétitivité de l'économie et l'attractivité des investisseurs en République Démocratique du Congo (RDC).

### 6 octobre 2025. La Ministre des Affaires foncières, O'Neige N'Sele

Avec la Ministre O'Neige N'Sele, les assignations liées aux réformes sur l'amélioration du climat des affaires portent sur : la sécurisation foncière, la simplification des procédures administratives et la modernisation de la gestion des titres de propriété.

« Nous avons tenu à rappeler l'importance stratégique du Ministère des Affaires foncières, qui concentre à lui seul plusieurs réformes clés fortement attendues par le secteur privé. La sécurisation foncière est un préalable essentiel à l'investissement, à la création d'emplois et à la transformation économique de notre pays », a dit Guylain Nyembo, à l'issue de la rencontre avec O'Neige N'Sele.



Cette dernière a salué la démarche du Ministre d'État et l'approche axée sur les résultats portés par le TNSE : « Cette séance ouvre la voie à des actions concrètes, tant dans la mise en œuvre des réformes foncières prioritaires que dans la réalisation de projets à impact visible », a-t-elle annoncé.

### 13 octobre 2025. Le Ministre de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire, Muhindo Nzangi

Dans ce ministère, les réformes portent particulièrement sur : l'opérationnalisation du Fonds National de Développement Agricole (FNDA), destiné à soutenir durablement la production et la transformation agricoles ; la mise à jour de la Loi agricole, en particulier les articles 16 et 82, afin de l'adapter aux réalités actuelles du marché et aux exigences de compétitivité ; le renforcement de la confiance des investisseurs, à travers un cadre réglementaire plus clair, stable et incitatif. Le Ministre d'Etat Muhindo Nzangi a réaffirmé son engagement à traduire ces réformes en actions concrètes sur le terrain.



« La modernisation du cadre légal et financier du secteur agricole est indispensable pour libérer son potentiel. L'opérationnalisation effective du FNDA et l'actualisation de la Loi agricole permettront de créer un environnement sécurisé pour les producteurs, les transformateurs et les investisseurs, au bénéfice de la sécurité alimentaire et de l'emploi », a-t-il indiqué.

### 14 octobre 2025. Le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, Alexis Gisaro.

Les réformes prioritaires relevant du secteur de l'Urbanisme et de l'Habitat portent sur les assignations ci-après : élaboration du Code de l'Urbanisme et de l'Habitat, numérisation du processus de délivrance des permis de construire, et mise en place d'un guichet unique destiné à faciliter l'obtention des titres et à sécuriser les investissements immobiliers.



Le Ministre d'État Alexis Gisaro a exprimé son entière adhésion à cette dynamique réformatrice. Il a souligné l'importance d'un cadre urbain modernisé et sécurisé pour stimuler l'investissement. « Les réformes engagées dans le secteur de l'Urbanisme et de l'Habitat sont essentielles pour créer un environnement des affaires prévisible, transparent et attractif. Nous nous engageons à travailler en parfaite synergie avec le Ministère du Plan afin que ces réformes produisent des résultats concrets au bénéfice des citoyens et des investisseurs », a-t-il assuré.

### 14 octobre 2025. Le Ministre de l'Entrepreneuriat et du Développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME), Justin Kalumba

Dans le secteur de l'entrepreneuriat et des PME, les assignations en termes de réformes concernent : la loi sur le contenu local, incluant les dispositions relatives à la sous-traitance ainsi que les mesures d'application y afférentes ; la finalisation du cadre juridique de l'entrepreneuriat et des start-ups, indispensable pour stimuler l'innovation, renforcer la compétitivité et favoriser la croissance des PME.



« L'objectif est de créer un environnement des affaires favorable, transparent et prévisible, capable de soutenir la croissance des PME et des start-ups locales », a indiqué Guylain Nyembo, à cette étape de sa tournée.

### 16 octobre 2025. Le Ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et affaires coutumières, Jacquemin Shabani

Au Ministère de l'Intérieur, Guylain Nyembo a salué l'engagement du Vice-Premier Ministre Jacquemin Shabani à inscrire ses actions dans une logique de résultats mesurables et de redevabilité.



À travers le TNSE, les différentes réformes sont en effet suivies en temps réel, avec des indicateurs de performance permettant d'évaluer leur niveau d'avancement, leur impact et leur conformité aux engagements pris par les ministères sectoriels. Ici, les assignations portent sur la digitalisation du processus d'octroi des visas pour simplifier les formalités administratives, renforcer la traçabilité des procédures et améliorer la mobilité des investisseurs.

### 17 Octobre 2025. Le Ministre de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté

À l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté, le Ministre d'État Guylain Nyembo a mis un accent particulier sur le capital humain comme levier du climat des affaires. Il a rappelé à ce sujet que la jeunesse constitue le moteur principal du développement économique, et que sa formation doit être guidée par les valeurs de civisme, d'intégrité et de responsabilité sociale. « Une citoyenneté active et responsable favorise un environnement transparent et fiable, élément clé pour encourager les investisseurs nationaux et internationaux à s'engager », a-t-il déclaré.



À travers ces rencontres régulières avec les ministères réformateurs, le Ministre d'État Guylain Nyembo réaffirme la détermination du Gouvernement à instaurer un climat des affaires moderne, efficace et attractif, fondé sur la digitalisation des services publics, la transparence administrative et la coordination institutionnelle, véritables moteurs d'une croissance économique durable et inclusive.

## Facilité de Partenariat ONU/RDC et des PFI

### ► L'alignement de l'appui onusien sur les priorités nationales, un principe primordial pour l'atteinte des résultats

*Dans la continuité des échanges qu'il a eus à New York (USA) avec Mme Elizabeth Spehar, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies chargée de la consolidation de la paix, le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement (Plan & CAD), Guylain Nyembo a reçu le 6 octobre 2025 à Kinshasa, une mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (RDC).*

La délégation était chargée du suivi de la Facilité de Partenariat ONU/RDC et des Instruments Financiers Innovants (PFI), mécanismes conçus pour renforcer l'alignement de l'appui onusien sur les priorités nationales de développement et de consolidation de la paix.

Guylain Nyembo a réaffirmé, à cette occasion, la volonté du Gouvernement congolais d'exercer un leadership stratégique sur l'ensemble des interventions internationales, en veillant à leur alignement sur les priorités nationales et à leur contribution effective à la

consolidation de la paix, à la réduction des inégalités et à la promotion d'un développement durable et inclusif.



#### Harmonisation des points de vue

La Cheffe de mission, Gillian Sheeman, a quant à elle souligné l'importance d'une coordination renforcée entre les Nations Unies, les institutions financières internationales et les autorités nationales. « Il est essentiel, a-t-elle dit, que l'ONU et les institutions financières travaillent ensemble, sous la direction de l'État, afin de produire des résultats concrets, visibles et durables au bénéfice direct des populations. »

Les échanges entre les deux parties ont permis d'harmoniser les points de vue sur l'état d'avancement des engagements pris par l'ensemble des parties prenantes, d'évaluer les mécanismes de gouvernance de la Facilité de Partenariat ONU/RDC, et d'examiner les perspectives à court et moyen terme. Une attention particulière a été portée sur le renforcement de l'effet catalytique des financements, notamment à travers la mobilisation de ressources additionnelles, l'utilisation d'instruments financiers innovants et l'appui à des projets nationaux structurants à fort impact socio-économique, en particulier dans les zones affectées par la fragilité et les conflits. Cette rencontre qui s'inscrivait dans le cadre de la réforme de l'architecture de financement du développement en RDC, intervenait dans un contexte marqué par la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028 et du Plan National Stratégique de Développement (PNSD), qui placent la paix, la résilience des communautés et la transformation structurelle de l'économie au cœur de l'action publique.

## Planification et Démographie

### ► Le SG Daniel Epembe insiste sur l'importance d'une Politique Nationale de Population (PNP) cohérente et actualisée

*Le Secrétaire Général au Plan, Daniel Epembe a insisté, le 7 octobre 2025, sur l'importance pour la République Démocratique du Congo (RDC) de disposer d'une « Politique Nationale de Population (PNP) cohérente et actualisée », afin d'orienter les actions gouvernementales face aux défis démographiques majeurs du pays, notamment la fécondité élevée, la mortalité, les migrations, le vieillissement de la population et d'autres problématiques connexes.*

C'était lors de l'atelier de validation de la note de cadrage pour l'élaboration de la PNP tenu à l'hôtel Pullman à Kinshasa, que le Secrétaire Général avait présidé au nom du Ministre d'Etat Guylain Nyembo. Cet atelier avait pour objectif d'accompagner le Gouvernement dans la mise en place d'une PNP « inclusive, fondée sur des données probantes, sensible au genre, axée sur les résultats et alignée sur les priorités

*nationales de développement et sur les engagements internationaux du pays. »*



#### Futur PNP : un « instrument-cadre » multisectoriel et pluridisciplinaire

Le Secrétaire Général a rappelé que la RDC dispose, depuis 1986, d'un cadre institutionnel dédié à la gestion des questions de population, le Comité National de Population (CONAPO). Créé à la suite des recommandations des conférences mondiales sur la population, il a pour mission de doter le pays d'une politique nationale de population conforme à ses réalités socio-économiques et culturelles.

Mais la CONAPO n'a fonctionné que pendant une période relativement courte, « notamment en raison du manque de ressources financières et de la rupture de la coopération, ce qui a freiné l'atteinte de ses objectifs et laissé le pays sans politique nationale de population », a expliqué Daniel Epembe.

Selon le Secrétaire Général, la future PNP devrait être un « instrument cadre » à la fois multisectoriel et pluridisciplinaire, destiné à fédérer l'ensemble des interventions relatives aux questions de population et de développement en RDC. Dans le cadre du Projet d'Appui à l'Atteinte des Jalons de la Deuxième Lettre d'Intention RDC-CAFI (PAAJ), le Ministère du Plan a recruté, à cet effet, un consultant national senior chargé d'appuyer le processus d'élaboration de ce document stratégique.

## Gestion axée sur les résultats

### ► Restitution à mi-parcours des contrats de performance signés par l'INS, l'ANAPI et l'UC-PPP

*L'Institut National de la Statistique (INS), l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) et l'Unité de Coordination des Partenariats Public-Privé (UC-PPP), ont procédé, le 7 octobre 2025, à la restitution des progrès réalisés au premier semestre 2025, au regard des engagements contractuels souscrits lors de la signature des contrats de performance, le 21 mars de la même année. C'était au cours d'une séance solennelle organisée sous la conduite du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo.*

Dans son allocution, Guylain Nyembo a rappelé la philosophie de cette démarche réformatrice, placée sous le sceau de la redevabilité, de la transparence et de la gestion axée sur les résultats : « L'évaluation à mi-parcours n'est pas une sanction, mais un outil stratégique de pilotage de l'action publique. Elle nous permet d'identifier les avancées, de corriger les écarts, de lever les contraintes structurelles et d'élever notre

*niveau d'ambition afin d'atteindre, d'ici la fin de l'exercice, des résultats plus solides, mesurables et durables ».*



#### Rôle central des établissements évalués

Le Ministre d'Etat a réaffirmé, à cette occasion, le rôle central de chacun des établissements évalués dans l'architecture de la transformation économique et institutionnelle du pays : l'INS dans la production de statistiques fiables, crédibles et harmonisées, indispensables à la planification, à la prise de décisions publiques et au suivi des politiques nationales ; l'ANAPI dans l'amélioration du climat des affaires,

l'attractivité économique du pays et l'accompagnement des investisseurs nationaux et étrangers ; l'UC-PPP, en tant que levier clé pour la mobilisation des investissements privés, à travers des partenariats structurés, transparents et équilibrés, au service des infrastructures et des services publics.

S'inscrivant dans la vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, et dans la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028, conduit par la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka, cette évaluation à mi-parcours marque une étape importante dans la modernisation de la gouvernance publique. Elle témoigne de l'engagement du Ministère du Plan & CAD à faire de la performance institutionnelle, de la redevabilité et de l'efficacité de l'action publique des leviers structurants du développement durable de la République démocratique du Congo.

## RGPH2

## ► Le Ministère du Plan & CAD dote l'INS d'équipements informatiques pour la phase de cartographie

Au nom du Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, le Secrétaire Général au Plan, Daniel Epembe, a remis officiellement à l'Institut National de la Statistique (INS), le 9 octobre 2025, un premier lot d'équipements informatiques destinés au Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2). Ce lot comprenait des smartphones destinés aux opérations de collecte de données sur le terrain, et des ordinateurs fixes et portables.

Le Secrétaire Général au Plan a rappelé, à cette occasion, l'importance de l'usage responsable de ces équipements : « Ces matériels doivent atteindre l'objectif pour lequel l'État congolais a déboursé des fonds. Le recensement général est un défi majeur pour notre pays, et le Ministre d'État, Ministre du Plan, tient à ce que nous puissions le relever avec rigueur, professionnalisme et efficacité », a déclaré Daniel Epembe.

### Modernisation du Système statistique national

La démarche s'inscrit dans une dynamique de modernisation du Système statistique

national, avec l'intégration des outils numériques et des technologies de géolocalisation.



Le premier lot d'équipements va permettre de lancer la phase cruciale de la cartographie, essentielle pour maîtriser la couverture géographique du recensement, éviter les omissions et les doubles comptes, et garantir la qualité et la crédibilité des résultats finaux.

Des équipes techniques comprenant notamment des cartographes et des experts en statistiques vont devoir se déployer pour identifier, délimiter et géoréférencer les zones de dénombrement à travers l'ensemble du territoire national. Le RGPH2 constitue

un enjeu stratégique majeur pour la République démocratique du Congo, qui n'a plus réalisé de recensement général depuis plus de quarante ans. Dans un contexte marqué par une forte croissance démographique, une urbanisation rapide et des besoins accrus en matière de planification territoriale, cet exercice vise à fournir des données statistiques fiables, actualisées et désagrégées, indispensables à l'élaboration des politiques publiques, à la planification du développement et à une meilleure allocation des ressources publiques.

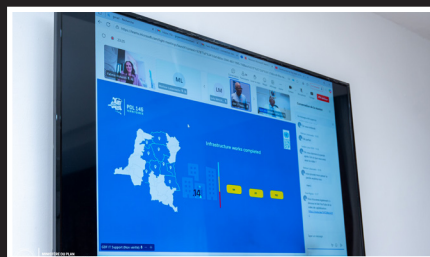
À travers cette dotation, le Gouvernement réaffirme son engagement politique et financier en faveur de la réussite du RGPH2, considéré comme un outil fondamental de gouvernance, de transparence et de redevabilité, au service d'un développement inclusif et fondé sur des données probantes.

### Nairobi/Conférence du PNUD sur le financement du développement

## ► Guylain Nyembo partage l'expérience de la RDC sur la mise en œuvre du PDL-145T

Participant en visioconférence, depuis Kinshasa, à la Conférence internationale organisée le 13 octobre 2025 à Nairobi (Kenya) par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur le financement du développement gouvernemental (Government Development Financing – GDF), le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a partagé l'expérience de la République Démocratique du Congo (RDC) dans la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 territoires (PDL-145T).

Il s'agit, a-t-il expliqué, d'un programme phare du Gouvernement congolais visant la réduction des inégalités territoriales et le renforcement de la cohésion sociale, à travers des actions concrètes sur l'ensemble du territoire national : construction et réhabilitation des écoles, des centres de santé, des routes de desserte agricole, ainsi que des points d'eau potable, contribuant ainsi à l'amélioration directe des conditions de vie des populations à la base.



### Programme aligné sur les ODD

Fondé sur les principes de transparence, de redevabilité et d'appropriation nationale, le PDL-145T est pleinement aligné sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), et illustre l'engagement du Gouvernement de la RDC à promouvoir un développement inclusif, équitable et durable, a poursuivi le Ministre d'État Guylain Nyembo.

L'objectif principal de cette conférence était de partager les expériences des gouvernements et des institutions financières internationales (IFI) sur les mécanismes de financement durable, en vue de renforcer l'efficacité des politiques publiques et d'accélérer la mise en œuvre des programmes de développement.

La rencontre avait réuni plusieurs pays africains, notamment la RDC, le Sénégal, le Gabon, l'Ouganda, la Zambie, le Congo-Brazzaville, le Kenya et la Gambie, autour des solutions innovantes de financement du développement adaptées aux réalités des États.

## Coopération au développement

### ► Appui constant et réaffirmé du FNUAP au RGPH2

*L'état d'avancement du processus du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2) et les perspectives de coopération ont de nouveau été au centre des échanges, le 14 octobre 2025, entre le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement (CAD), Guylain Nyembo, et Lydia Zigoma, Directrice régionale du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.*

Les deux parties ont notamment évoqué le renforcement de la collaboration dans les domaines du développement humain, de la planification du développement et de l'élargissement du partenariat technique dans le secteur statistique. Le Ministre d'État a salué l'accompagnement constant du FNUAP dans la mise en œuvre de ce programme structurant (RGPH2), attendu par le pays depuis plus de quatre décennies et essentiel à la planification efficace des politiques publiques.

#### Importance accordée au recensement

À l'issue de la rencontre, Lydia Zigoma a exprimé sa satisfaction et réaffirmé l'engagement de son institution quant à l'appui du RGPH2.



« Nous avons été heureux de constater que le Gouvernement de la RDC accorde une importance capitale au Recensement Général de la Population, afin de mieux planifier le développement du pays », a-t-elle déclaré.

Cette rencontre réaffirme l'engagement du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement à orienter les politiques publiques et la planification nationale sur des bases statistiques solides et fiables.

## Revue à mi-parcours du PNEHA

### ► « L'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement n'est pas un privilège, mais un droit fondamental », Guylain Nyembo

*Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a déclaré, le 15 octobre 2025 à Kinshasa, que « l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement n'est pas un privilège, mais un droit fondamental... » C'était lors de la présentation de la revue à mi-parcours du Programme National Eau-Hygiène-Assainissement (PNEHA). « ...À travers le PNEHA, le Gouvernement est déterminé à accélérer les réformes, à renforcer la coordination des acteurs et à garantir des résultats concrets et mesurables au bénéfice de toutes les communautés, sans laisser aucun territoire en marge », a-t-il ajouté à ce sujet.*

Conduite dans un esprit de concertation et de redevabilité, la revue à mi-parcours a permis de faire un état des lieux approfondi du PNEHA. Les échanges ont mis en lumière les acquis enregistrés sur le terrain, notamment en matière d'accès à l'eau potable et d'amélioration des infrastructures d'assainissement. Des défis persistants ont aussi été

identifiés, liés entre autres à la couverture territoriale, au financement durable et à la coordination des interventions.

investissements dans les domaines de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement.



#### Des leviers stratégiques à activer d'ici 2030

Les travaux ont également permis de dégager des leviers stratégiques à activer pour accélérer la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030, en cohérence avec les engagements nationaux et internationaux de la RDC. Il s'agit notamment de l'amélioration de la gouvernance sectorielle, du renforcement de la coordination des interventions et de l'optimisation de l'impact des

Aligné sur les orientations du Programme National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), le PNEHA constitue un pilier essentiel de la transformation sociale et de l'amélioration des conditions de vie des Congolais, en contribuant à la santé publique, à

la dignité humaine et au développement durable du pays. Il traduit l'engagement du Gouvernement à assurer une gestion performante et intégrée du secteur de l'eau, à promouvoir l'équité territoriale dans l'accès aux services de base et à ancrer durablement les bonnes pratiques d'hygiène dans la vie quotidienne des populations.

## Planification et Démographie

### ► La Politique Nationale de la Population doit s'aligner sur les objectifs de croissance inclusive, de résilience communautaire et de développement dural

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a présidé, le 20 octobre 2025, à la salle Mulumba Lukoji, la première réunion du Comité de pilotage du Comité National de Population (CONAPO). Cette rencontre avait pour objectif de mettre en place un cadre institutionnel robuste qui permet d'aligner la politique de population sur les priorités du Plan National Stratégique de Développement (PNSD), et sur les ambitions nationales en matière de croissance inclusive, de résilience communautaire et de gestion durable du territoire.

Guylain Nyembo a insisté, lors de cette réunion, sur la nécessité d'un pilotage cohérent, fondé sur une planification intégrée, l'harmonisation des interventions des partenaires techniques et financiers, et une mobilisation des données fiables pour orienter les décisions publiques.

#### Partenariat RDC-CAFI

Les membres du Comité de Pilotage du CONAPO ont examiné, à cette occasion,

la feuille de route pour la mise en œuvre du partenariat RDC-CAFI (Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale), notamment son pilier "Démographie" qui vise à intégrer les enjeux de croissance démographique dans les choix nationaux de développement, de protection des forêts et de gestion durable du territoire. Ils ont aussi abordé les perspectives d'une coordination opérationnelle renforcée entre le niveau central et les provinces, pour garantir la cohérence et l'efficacité des interventions.



Cette rencontre s'est tenue dans un contexte où la République Démocratique du Congo (RDC), avec une population estimée à plus de 100 millions d'habitants,

fait face à des défis majeurs : pression foncière, urbanisation rapide, accès aux services sociaux de base, vulnérabilité climatique et gestion des ressources naturelles. Le CONAPO se prépare ainsi à jouer pleinement son rôle de mécanisme national d'orientation et de coordination, pour que la variable démographique ne soit plus un obstacle, mais un levier stratégique de développement durable.

A travers la revitalisation de cette structure, le Ministère du Plan entend

doter le pays d'une vision démographique claire, cohérente et arrimée aux grands objectifs nationaux, tout en renforçant la redevabilité institutionnelle dans la mise en œuvre des engagements internationaux. objectifs nationaux, tout en renforçant la redevabilité institutionnelle dans la mise en œuvre des engagements internationaux.

## PTNTIC

### ► Harmonisation des priorités du secteur du numérique autour du PNSD 2024-2025

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a eu une séance de travail le 20 octobre 2025 avec le Ministre des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PTNTIC), José Mpanda Kabangu, autour du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028. Cette réunion visait à harmoniser les projets structurants du secteur du numérique et à assurer la cohérence des initiatives gouvernementales dans le cadre de la transformation numérique du pays.

« J'ai soumis au Ministre d'État du Plan les projets de mon ministère à intégrer dans le PNSD et sollicité son appui pour leur alignement aux priorités nationales », a déclaré le Ministre José Mpanda à l'issue de la rencontre, soulignant l'importance de cette concertation pour la réussite des projets numériques à l'échelle nationale.



#### Le numérique comme moteur de transformation et d'inclusion

Le PNSD 2024-2028 identifie le numérique comme un levier stratégique du développement national, susceptible de moderniser l'administration publique, d'améliorer les services aux citoyens et de stimuler la croissance économique. Parmi les priorités du secteur figurent : l'extension de la fibre optique sur 50 000 km pour interconnecter toutes les provinces et améliorer l'accès à Internet haut débit ; le déploiement d'une identité

numérique et d'un guichet numérique national pour faciliter les services publics et renforcer la sécurité et la traçabilité administrative ; la mise en place de « data centers » dans les 26 provinces et entités décentralisées, afin de garantir le stockage sécurisé des données et soutenir le développement de l'économie numérique locale.

La concertation avec le Ministère du PTNTIC s'inscrit dans la vision de faire du numérique un moteur de transformation économique, sociale et administrative, tout en favorisant l'inclusion digitale des populations et l'attractivité pour les investisseurs. Le Ministère du Plan réaffirme par cette démarche, son rôle central de planificateur et coordinateur des politiques publiques, garantissant la cohérence, l'efficacité et la durabilité des initiatives gouvernementales.

## Réunion SWA Madrid 2025

### ► **Guylain Nyembo présente les progrès réalisés par la RDC dans le secteur Eau et Assainissement**

*Le Ministre d'Etat au Plan et à la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a représenté la République Démocratique du Congo (RDC) à la Réunion des Ministres du Secteur Eau et Assainissement, tenue le 22 octobre 2025, à Madrid (capitale espagnole). Organisée par la plateforme internationale Sanitation and Water for All (Assainissement et Eau pour Tous, SWA), cette rencontre de haut niveau a réuni des ministres et des partenaires internationaux autour d'un thème central : « L'intégration des politiques de l'eau, de l'assainissement et du climat pour assurer la durabilité des services essentiels. »*



Lors de ce forum présidé par Sara Aagesen, Troisième Vice-Présidente du Gouvernement espagnol et Ministre de la Transition écologique et du Défi démographique, Guylain Nyembo a présenté les progrès réalisés par la RDC dans le secteur : mise en œuvre du Programme National d'Eau, d'Hygiène et d'Assainissement (PNEHA) qui vise à étendre l'accès à l'eau potable aux infrastructures sanitaires dans toutes les régions du pays ; coordination sectorielle assurée par le Comité National d'Action de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement (CNAEHA), sous la tutelle du Ministère du Plan, qui garantit une approche stratégique et intégrée ; Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) qui rapproche les services sociaux de base des populations rurales, contribuant ainsi à réduire les inégalités territoriales et à renforcer la résilience des communautés face aux enjeux climatiques.

#### **Accélérer l'atteinte de l'ODD n°6**

Le Ministre a insisté sur la nécessité d'une gouvernance intégrée, participative et cohérente, condition sine qua non pour garantir un accès équitable, durable et résilient à l'eau potable et aux services d'assainissement, particulièrement dans un contexte de vulnérabilité accrue aux changements climatiques. Pour rappel, le partenariat SWA regroupe plus de 300 acteurs internationaux dont des gouvernements, agences onusiennes, institutions financières, ONG et entreprises privées. Son objectif est d'accélérer la réalisation du droit humain à l'eau et à l'assainissement, en cohérence avec l'Objectif de Développement Durable n°6. SWA encourage, à travers ce type de réunions, un leadership politique fort, la redevabilité mutuelle et la mise en œuvre de réformes structurelles qui intègrent eau, assainissement, climat et développement durable, afin de construire des sociétés plus résilientes et inclusives.

**Vision du développement axée sur plusieurs piliers**

► **Planification territoriale est au coeur de la stratégie de développement du gouvernement**

*En présence de la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement, Judith Suminwa Tuluka, représentant le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a pris part, le 28 octobre 2025, à la cérémonie d'ouverture de la 10ème Edition de l'Expo Béton. Intervenant lors de ce forum en qualité de paneliste, Guylain Nyembo a exposé la vision stratégique du Gouvernement visant à asseoir les fondations d'une reconstruction nationale planifiée, inclusive et durable.*



**Le rôle stratégique de la planification territoriale**

Placée sous le thème évocateur « 100 milliards USD pour rebâtir la RDC : catalyser une transformation audacieuse pour le XXI<sup>e</sup> siècle », cette 10ème Edition de l'Expo Béton a réuni des décideurs publics, des acteurs du secteur privé, des partenaires techniques et financiers, et des experts nationaux et internationaux autour des enjeux de la reconstruction, de l'industrialisation et du développement durable du pays. Guylain Nyembo a mis un accent particulier sur le rôle central de la planification territoriale dans la dynamique de reconstruction post-conflit. Il a cité, à cet effet, plusieurs instruments stratégiques en cours de mise en œuvre, notamment le Plan de développement intégré des transports et des corridors, et le Plan de développement intégré des industries, appelés à absorber une part significative des investissements structurants et à stimuler la croissance régionale.

Un accent particulier a été mis sur le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), que le Ministre d'Etat a présenté comme un levier majeur de réduction des disparités territoriales, de relance des économies locales et d'amélioration des conditions de vie des populations à la base.

**Une approche intégrée de développement**

Guylain Nyembo a rappelé que la RDC post-conflit ne pourra transformer durablement son immense potentiel qu'en misant sur une planification rigoureuse, un leadership économique affirmé et une synergie renforcée entre les secteurs public et privé. Cette approche intégrée est, a-t-il dit, indispensable pour convertir les ressources naturelles, humaines et géographiques du pays en richesses durables et inclusives, au bénéfice direct de la population congolaise.

Il est à noter qu'Expo Béton s'affirme comme une plateforme stratégique de réflexion, de dialogue et de propositions concrètes sur la reconstruction, l'industrialisation et l'avenir économique de la RDC.

Cette vision repose notamment sur plusieurs piliers structurants : la valorisation du capital humain et du potentiel national ; la planification rigoureuse du développement et la rationalisation des investissements publics ; le renforcement de l'attractivité économique et de la compétitivité de la République démocratique du Congo (RDC) ; la coordination efficace de l'aide extérieure, alignée sur les priorités nationales de développement. Le Ministre d'État a souligné que ces axes constituent le socle de la transformation structurelle de l'économie congolaise, telle que portée par le Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028.

**Mise en œuvre de l'ITIE-RDC**

► **« Le processus avance bien », rassure Guylain Nyembo**

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a présidé, le 28 octobre 2025, la 135<sup>e</sup> réunion du Comité Exécutif de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE-RDC).



Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des efforts continus du Gouvernement congolais pour renforcer la transparence et la gouvernance des ressources naturelles, piliers essentiels du développement durable et de la confiance des investisseurs. L'objectif principal était de faire le point sur l'avancement de la mise en œuvre du processus ITIE en RDC,

et de garantir que le pays respecte les normes internationales en matière de transparence dans le secteur extractif, qui représente une part significative du PIB national et des recettes publiques. « Le processus ITIE-RDC avance bien. Nous sommes dans les délais et, si tout se déroule comme prévu, d'ici la fin de novembre, nous aurons tout en ordre pour préparer calmement la validation du processus », a rassuré le Ministre d'État, s'adressant aux participants à la réunion.

**Consolider la transparence dans le secteur ITIE-RDC**

Au cours des échanges, les membres du Comité Exécutif ont examiné plusieurs sujets clés, notamment : les activités réalisées depuis la dernière réunion, incluant la collecte et la publication de données financières et opérationnelles des entreprises extractives ; l'élaboration et le renforcement des outils de mise en œuvre de l'ITIE, pour faciliter le suivi des flux

financiers et des bonnes pratiques de gouvernance ; la préparation de la validation du processus ITIE selon la norme internationale, prévue d'ici début 2026, étape cruciale pour confirmer l'engagement de la RDC envers la transparence et la redevabilité dans le secteur extractif.

L'assurance du Ministre d'Etat traduit la volonté du Gouvernement de consolider la transparence dans la gestion des ressources naturelles, d'améliorer la traçabilité des revenus extractifs et de renforcer la confiance des partenaires internationaux et des populations. L'ITIE constitue ainsi un instrument stratégique pour favoriser un développement économique durable, assurer une meilleure redistribution des ressources et soutenir les politiques publiques de lutte contre la corruption et le gaspillage des richesses nationales.

## Commémoration des 80 ans de l'ONU

### « La RDC reste engagée pour la paix, la justice et le développement », Guylain Nyembo

*Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement (CAD), Guylain Nyembo a rappelé, lors de la commémoration des 80 ans des Nations Unies, le 30 octobre 2025 à Kinshasa, que la République Démocratique du Congo (RDC) reste un partenaire engagé et responsable au sein du système onusien. A ce titre, le pays reste profondément attaché aux valeurs universelles de solidarité, de coopération, de justice et de dignité humaine. « Malgré les défis persistants, notamment dans la partie orientale de notre pays, la RDC demeure résolument fidèle aux idéaux consacrés par la Charte des Nations Unies », a-t-il déclaré en substance.*

Guylain Nyembo a, à cette occasion, mis en exergue l'engagement du Gouvernement congolais, sous le leadership du Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, à œuvrer sans relâche pour la consolidation de la paix, le renforcement de la gouvernance démocratique et la promotion d'un développement inclusif et durable au bénéfice de l'ensemble de la population.

#### ONU : pilier essentiel du multilatéralisme et du dialogue

La cérémonie de commémoration de cet anniversaire s'était déroulée en présence des représentants du Système des

Nations Unies, de plusieurs membres du Gouvernement, et des chefs de missions diplomatiques et consulaires accrédités en RDC.



Elle a constitué un moment de réflexion et de réaffirmation des idéaux portés par l'ONU depuis sa création en 1945, dans un contexte mondial marqué par des défis sécuritaires, humanitaires, climatiques et socioéconomiques persistants. Le Ministre d'Etat a salué à ce propos le rôle historique et déterminant joué par les Nations Unies dans la préservation de la paix et de la sécurité internationale, la promotion du droit international, la défense des droits humains et l'appui aux pays en développement. Depuis huit décennies, l'ONU demeure, a-t-il dit, un pilier essentiel du multilatéralisme et un cadre privilégié de dialogue et de coopération entre les États.

#### Accélérer la mise en œuvre des ODD

Abordant la question du développement, Guylain Nyembo a insisté sur l'importance

de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD), qui constituent un cadre stratégique majeur pour transformer structurellement l'économie congolaise et améliorer les conditions de vie des populations. Le Gouvernement de RDC s'emploie, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, à accélérer la mise en œuvre des ODD à travers des programmes structurants à fort impact local, a-t-il rappelé.



À ce titre, il a cité le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), initiative phare du gouvernement mise en œuvre en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et d'autres agences d'exécution. Ce programme vise à réduire les inégalités territoriales, à renforcer les infrastructures socioéconomiques de base et à rapprocher l'action publique des communautés locales, a-t-il rappelé.

## Développement à la base

### Guylain Nyembo fait le point sur le PDL-145T devant le Sénat et appelle à une unité d'action pour garantir la réussite du Programme

*Dans un esprit de redevabilité citoyenne et de transparence institutionnelle, le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a répondu, le 29 octobre 2025 devant le Sénat, à une question orale avec débats lui adressée par la Sénatrice Isabelle Kabamba Wa Umba, relative à l'état d'avancement du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T).*

Guylain Nyembo a d'abord salué l'intérêt soutenu du Sénat pour ce programme structurant, pilier majeur de la vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, axée sur la réduction des inégalités territoriales, la lutte contre la pauvreté et la promotion d'un développement inclusif à la base.



« Depuis mon arrivée à la tête du Ministère du Plan, nous avons engagé un processus de redynamisation et de restructuration du PDL-145T, pour accélérer sa mise en œuvre et garantir des résultats visibles et mesurables sur le terrain », a expliqué le Ministre d'Etat.

#### Plus d'un millier d'ouvrages réalisés, malgré de nombreux défis

Sur l'état d'exécution du programme, Guylain Nyembo a indiqué qu'au moment où il se présentait devant le Sénat, 1 011 ouvrages ont entièrement achevés sur l'ensemble du territoire national, soit près de la moitié du chiffre total des infrastructures (écoles, centres de santé, bâtiments administratifs) prévues dans le volet 1 du programme. Ces infrastructures se répartissent comme suit : 601 écoles primaires, contribuant à l'amélioration de l'accès à l'éducation de base ; 340 centres

de santé, renforçant la couverture sanitaire de proximité ; 70 bâtiments administratifs, destinés à améliorer la gouvernance locale et la présence de l'État dans les territoires. En outre, 1 053 chantiers sont actuellement en cours d'exécution, malgré les défis liés à l'accessibilité, aux contraintes logistiques et à l'insécurité persistante dans certaines zones du pays.

Le Ministre d'État a, à ce sujet, insisté sur la nécessité d'une unité d'action renforcée entre les institutions nationales et provinciales, les partenaires techniques et financiers, et les communautés locales,

condition essentielle pour garantir la réussite durable du programme. « *Le PDL-145T constitue un levier stratégique de transformation structurelle de nos territoires. Sa réussite dépend de notre capacité collective à conjuguer nos efforts, à renforcer la coordination interinstitutionnelle et à mobiliser les ressources nécessaires* », a-t-il déclaré.

### Cap sur la deuxième phase du PDL-145T

Guylain Nyembo a annoncé à cette occasion, la mise en œuvre progressive du second volet du PDL-145T, orienté vers

la réhabilitation des routes de desserte agricole et la relance des économies locales, le désenclavement productif et le développement des chaînes de valeur agricoles. Cette phase bénéficiera notamment d'un financement de 45 millions USD de l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI), en appui à une croissance locale durable et résiliente. Par cette intervention devant le Sénat, le Gouvernement réaffirme son engagement à accélérer le développement à la base, dans une dynamique de responsabilité, de transparence et de résultats concrets au bénéfice des populations congolaises.

## Gouvernance et enjeux climatiques

### ► Les réformes liées à l'investissement public et les mesures climatiques au centre des échanges entre Guylain Nyembo et une mission du FMI

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement (CAD), Guylain Nyembo a reçu, le 30 octobre 2025, une mission du Fonds monétaire international (FMI), dans le cadre de la deuxième revue du programme économique et financier soutenu par cette Institution, et de la première revue du programme de résilience et de durabilité, axé sur les enjeux climatiques et environnementaux. « *Nous sommes venus rencontrer le Ministre d'État et ses équipes pour faire le point sur les mesures relevant de son ministère, notamment les réformes liées à l'efficacité de l'investissement public et les mesures climatiques* », a expliqué, au sortir de l'audience, Calixte Ahokpossi, chef de mission du FMI en République Démocratique du Congo (RDC).



La consolidation de la planification publique, l'amélioration de la gouvernance des investissements et le renforcement de l'efficacité de la dépense publique figuraient parmi les priorités stratégiques abordées lors de la rencontre.

Le Ministre d'État Guylain Nyembo a réaffirmé, à cette occasion, la ferme volonté du Gouvernement de poursuivre les réformes structurelles engagées dans le cadre du partenariat avec le FMI, en vue de promouvoir un développement inclusif, résilient et durable, au bénéfice de la population congolaise.

## Financement et mise en œuvre du PNSD

### ► La RDC va se doter d'un cadre stratégique et opérationnel solide pour les Partenariats Public-Privé

*Au nom du Ministre d'Etat du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, en mission officielle à Doha (Qatar), le Secrétaire Général du Ministère, Daniel Epembe a lancé, le 4 novembre 2025 à Kinshasa, l'atelier de démarrage de la mission d'appui à l'Unité du Conseil et de Coordination du Partenariat Public-Privé (UC-PPP) en République Démocratique du Congo (RDC).*



### Levier essentiel de l'attractivité des investissements

Placée sous le thème « L'importance stratégique des PPP pour le financement et la mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028) », cette rencontre marquait le point de départ d'un vaste chantier national visant à doter la RDC d'un cadre stratégique et opérationnel solide pour les Partenariats Public-Privé.

Les différentes parties prenantes à cet atelier ont été informés sur le contenu global de l'appui technique à apporter à l'UC-PPP, pour une appropriation et une implication forte dans les activités à venir. Daniel Epembe les y a invités pour le succès de la mission d'appui à l'UC-PPP.

Il a ainsi mis l'accent sur l'importance des PPP qui constituent, a-t-il dit, « *un levier essentiel pour renforcer l'attractivité des investissements en RDC et préparer la reconstruction post-conflit, en mobilisant le secteur privé autour des projets d'infrastructures structurants, porteurs de cohésion et de relèvement économique.* »

Le Directeur Général de l'UC-PPP, François Ngenyi a, pour sa part, rassuré quant à l'engagement de sa structure à mettre à profit la volonté du gouvernement pour constituer un portefeuille concret des projets PPP viables, afin de promouvoir les Partenariats Public-Privé et attirer des investisseurs potentiels.

## 2<sup>ème</sup> Sommet Mondial pour le Développement Social

### ► « Investir dans les populations, c'est investir dans la paix et la durabilité », Guylain Nyembo

En marge du Deuxième Sommet Mondial pour le Développement Social (WSSD2), tenu du 04 au 06 novembre 2025 à Doha, au Qatar, le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a pris part le 05 novembre, à une Table-ronde de haut niveau portant sur l'évaluation des progrès, des défis persistants et des perspectives futures liées à la Déclaration de Copenhague de 1995, et à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies.



Placée sous l'égide des Nations Unies, cette rencontre de grande envergure rassemble des Chefs d'État, des responsables gouvernementaux, des institutions multilatérales et universitaires, des acteurs privés, ou encore des organisations de la société civile... Elle a pour objectif de réaffirmer la centralité

du facteur humain dans les stratégies de développement, dans un contexte international marqué par l'accentuation des inégalités, la vulnérabilité socioéconomique et les impératifs de résilience post-crise.

#### Un développement social centré sur l'humain

Guylain Nyembo a rappelé, lors de cette Table-ronde, que pour la République Démocratique du Congo (RDC), le développement social n'est ni un supplément, ni une résultante marginale, mais le pilier essentiel d'une croissance durable, inclusive et stabilisatrice. « Investir dans les populations, c'est investir dans la paix et la durabilité », a-t-il expliqué, soulignant le fait que la consolidation d'une société juste et solidaire requiert : une gouvernance renouvelée fondée sur la transparence et la redevabilité ; un investissement soutenu dans le capital humain, notamment à travers l'éducation, la santé, la formation et l'employabilité des jeunes ; une construction des partenariats stratégiques mobilisant l'État, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers et les collectivités territoriales.

Toutes ces orientations trouvent leur traduction concrète dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), articulé à la Vision RDC 2050, qui ambitionne de transformer la RDC en une Nation cohésive, équitable et prospère, a ajouté le Ministre d'Etat.

Pour assurer la cohérence, l'efficacité et la lisibilité de l'action publique, le Gouvernement s'appuie sur le Mécanisme National de Suivi-Evaluation des Actions Gouvernementales (MeSAG) et son outil numérique, le Système d'Information et de suivi des Actions Gouvernementales (SISAG) ; les Partenariats Public-Privé (PPP), destinés à optimiser la mobilisation des ressources et à soutenir des investissements à fort impact socio-économique. La présence de la RDC à ce forum international illustre son attachement résolu au multilatéralisme, à la coopération internationale et à la construction des politiques sociales ambitieuses et durables. Elle s'inscrit dans la vision portée par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui érige le progrès social, la cohésion nationale et la valorisation du potentiel humain en fondements de la transformation structurelle du pays.

## Coopération RDC-FNUAP

### ► A Doha (Qatar), l'état d'avancement du RGPH-II au centre des échanges entre Guylain Nyembo et Mme Diene Keita

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a rencontré le 05 novembre à Doha (Qatar), en marge du deuxième Sommet mondial pour le développement social (WSSD2), Mme Diene Keita, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP).

Cette rencontre a permis aux deux personnalités de passer en revue l'état d'avancement du deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-II) prévu en République Démocratique du Congo (RDC), qui est

actuellement dans sa phase préparatoire, consacrée à la cartographie censitaire et au dénombrement pilote.



#### Mobiliser les ressources nécessaires

Leurs échanges ont également porté sur la mobilisation des ressources nécessaires

à la poursuite de ce processus. Le Gouvernement congolais, à travers le Ministre du Plan, a réaffirmé son engagement à assurer le financement national, tandis que le FNUAP s'est engagé à appuyer la mobilisation du gap financier et à maintenir son accompagnement technique.

Notons que ce recensement scientifique, après celui organisé en 1984, va doter la RDC des données démographiques fiables et essentielles pour concevoir des politiques publiques efficaces pour son développement.

## Planification et démographie

### ► **Guylain Nyembo lance les travaux d'élaboration de la Politique Nationale de Population**

*Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a lancé, le 10 novembre 2025 à Kinshasa, le début des travaux d'élaboration de la Politique Nationale de Population (PNP). Cette cérémonie s'est déroulée en présence du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies en République Démocratique du Congo (RDC), Bruno Lemarquis.*

Guylain Nyembo a indiqué que cette démarche traduit la volonté du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de placer la population au centre des politiques publiques. « *Le développement ne peut être durable que s'il prend en compte la réalité démographique nationale. Cette politique nous permettra de mieux comprendre, anticiper et canaliser les dynamiques de notre population pour en faire un véritable levier de croissance et de stabilité sociale* », a-t-il expliqué.

#### **Etape décisive dans la mise en œuvre du PNSD**

La tenue de ces travaux marque une étape décisive dans la mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), dont l'un des axes majeurs porte sur la maîtrise et la valorisation du potentiel démographique du pays. Avec une population estimée à plus de 100 millions d'habitants, la RDC est aujourd'hui l'un des pays à la croissance démographique la plus rapide au monde, avec un taux annuel avoisinant 3,2 %. Cette dynamique, si elle n'est pas accompagnée par des politiques publiques adéquates, risque d'exercer une pression considérable sur les services sociaux de base : santé, éducation, emploi et logement. C'est dans ce contexte que le Gouvernement, à travers le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement,

a engagé le processus de formulation d'une nouvelle PNP, afin de doter le pays d'un cadre stratégique cohérent, capable d'intégrer les dimensions démographiques dans la planification du développement.



Le socle sur lequel devrait être bâtie la PNP se résume en ce leitmotiv : une population congolaise en bonne santé, éduquée et productive, qui contribue au développement socio-économique durable du pays, avec une croissance démographique maîtrisée et harmonisée avec les capacités du pays.

La dernière Politique Nationale de Population de la RDC remonte à 1988, à une époque où le pays comptait 35 millions d'habitants. Depuis lors, les transformations économiques, sociales et environnementales ont profondément modifié les équilibres territoriaux et les besoins de la population. L'élaboration de la nouvelle PNP intervient dans un contexte marqué par plusieurs défis : forte croissance urbaine, augmentation des jeunes sans emploi, pression sur les ressources naturelles, mais aussi les effets du changement climatique sur les moyens de subsistance.

#### **Mettre à jour la PNP**

L'objectif est d'intégrer les données démographiques dans toutes les politiques sectorielles, d'encourager la planification familiale, de renforcer la résilience des communautés rurales, et

d'assurer une meilleure répartition des investissements publics à travers les 145 territoires du pays. L'élaboration de la PNP vise aussi à préparer la RDC à tirer pleinement profit de son dividende

démographique, c'est-à-dire de la période où la proportion de la population active dépasse celle des personnes dépendantes. Avec une population jeune en majorité (plus de 60 % ont moins de 25 ans), la RDC dispose d'un atout considérable, à condition d'investir massivement dans

l'éducation, la santé reproductive, la formation et l'emploi des jeunes.

La future PNP constituera ainsi un outil stratégique pour orienter les politiques publiques, renforcer la cohésion nationale et promouvoir une croissance équilibrée sur l'ensemble du territoire. « *Il ne s'agit pas seulement de compter les Congolais,*



*mais de comprendre comment ils vivent, où ils vivent, et comment créer les conditions pour qu'ils participent pleinement au développement de la nation* », a expliqué le Ministre d'État. Ces travaux, coordonnés par le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement avec l'appui des partenaires techniques et financiers, s'étendront sur plusieurs mois et aboutiront à un document de politique nationale assorti d'un Plan d'action opérationnel.

## Elaboration du PNP

### ► **L'appui indéfectible des Nations Unies**

Le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies (SNU), Bruno Lemarquis, a salué l'engagement du Gouvernement congolais à placer la question démographique au cœur de sa stratégie de développement. Il a réaffirmé le soutien du SNU, à travers notamment le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), dans l'accompagnement technique et institutionnel de ce processus.



« *Le développement d'une politique de population est un acte de gouvernance visionnaire. Le Système des Nations Unies continuera d'appuyer le Gouvernement congolais dans la collecte des données, la planification et la mise en œuvre des stratégies qui valorisent le potentiel humain du pays* », a déclaré en substance, Bruno Lemarquis.

## Coopération régionale

### ► Le Corridor de Lobito, d'Inga et l'axe Mbuji-Mayi - Bukavu au centre des échanges entre Guylain Nyembo et la Banque Mondiale

*Une délégation de la Banque mondiale conduite par le Directeur-Pays couvrant l'Angola, le Burundi, la République Démocratique du Congo (RDC) et Sao Tomé-et-Principe, a été reçue en audience le 10 novembre 2025 par le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo. L'examen de l'état d'avancement des projets structurants en matière d'infrastructures et d'énergie, et à fort potentiel d'intégration économique était au centre de leurs échanges.*

Plusieurs dossiers prioritaires ont été passés en revue, notamment le Corridor de Lobito, le projet énergétique du Corridor Inga, ainsi que l'axe stratégique Mbuji-Mayi-Bukavu. Ces différents corridors sont considérés comme des

leviers majeurs pour améliorer la connectivité nationale, renforcer les échanges commerciaux régionaux et soutenir l'industrialisation progressive de la RDC.



#### Des projets intégrateurs

La Banque mondiale a réitéré son intérêt pour l'accompagnement de ces trois projets, en soulignant leur importance

dans la dynamisation des chaînes de valeur et la promotion d'une croissance inclusive. Les deux parties ont convenu de renforcer la coordination technique et institutionnelle pour d'assurer une mise en œuvre cohérente, efficace et conforme aux priorités nationales.

Pour le Ministre d'État, la réussite de ces projets intégrateurs s'inscrit dans la vision de transformation structurelle portée par le Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), qui mise sur l'amélioration des infrastructures comme moteur de la croissance économique. La rencontre a permis de consolider les bases d'une collaboration renforcée, afin d'accélérer le déploiement des chantiers en cours et de garantir des résultats tangibles au bénéfice des populations.

## Investissements

### ► Guylain Nyembo échange avec la British International Investment sur les priorités d'investissement en RDC

Une délégation de la British International Investment (BII) Plc, conduite par Alyson King, Ambassadrice du Royaume-Uni en République Démocratique du Congo (RDC), et Christopher Chijutomi, Directeur et responsable de la Banque d'investissement britannique pour l'Afrique, a été reçue, le 10 novembre 2025 par le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement (CAD), Guylain Nyembo.

Leurs discussions ont porté sur les opportunités d'investissement prioritaires en RDC, l'harmonisation des projets déjà en cours, notamment dans les secteurs stratégiques des infrastructures, de l'énergie et du soutien aux petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que sur la promotion des partenariats public-privé (PPP) comme levier majeur de financement du développement. Ils ont également évoqué les mécanismes permettant d'améliorer la bancabilité des projets, de renforcer la coordination avec



les institutions publiques concernées et d'aligner les investissements sur les priorités nationales de développement.

#### Une feuille de route convenue en partenariat public-privé

À l'issue de la rencontre, Christopher Chijutomi s'est félicité de la qualité des échanges entre les deux parties. « Nous avons eu des discussions fructueuses avec le Ministre d'État et ses équipes. Nous sommes particulièrement satisfaits d'avoir convenu d'une feuille

de route commune pour les investissements en partenariat public-privé, couvrant plusieurs secteurs clés, y compris le projet stratégique du Port en Eau Profonde de Banana. »

Le Ministre d'État Guylain Nyembo a réaffirmé la volonté du Gouvernement congolais de renforcer la coopération avec la British International Investment, dans une logique de partenariat durable, créateur de valeur ajoutée, d'emplois et de croissance inclusive, au bénéfice de l'économie nationale.

## Révision du Code des investissements

### ► **« Ce dont les investisseurs ont besoin, c'est la clarté, la cohérence et la transparence des procédures », Guylain Nyembo**

Des experts du Gouvernement, du secteur privé, du monde universitaire et des partenaires techniques et financiers se sont réunis en atelier, du 11 au 13 novembre 2025 à Kinshasa, pour réviser le Code des Investissements et élaborer les Politiques nationales du Climat des Affaires et des Investissements en République Démocratique du Congo (RDC). Les réformes attendues sont destinées à améliorer la compétitivité de la RDC, dans un contexte économique régional et mondial de plus en plus exigeant.

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo qui a procédé à l'ouverture de cet atelier, a rappelé que ces travaux s'inscrivaient dans la vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui fait de la transparence, de la bonne gouvernance et de la prévisibilité des règles du jeu économique, des « leviers essentiels de la croissance et du développement durable ».



« Ce dont les investisseurs ont besoin, c'est la clarté, la cohérence et la transparence des procédures », a-t-il souligné.

### **Renforcer la sécurité juridique et judiciaire des investisseurs**

L'objectif principal poursuivi à travers cette démarche était double : renforcer la sécurité juridique et judiciaire des investisseurs, condition indispensable à l'attraction des capitaux ; garantir à l'État une fiscalité équitable, efficace et durable, compatible avec les impératifs de développement national.

La réforme du Code des Investissements, couplée à l'élaboration des Politiques nationales du Climat des Affaires et des Investissements, vise ainsi à stimuler les investissements productifs, soutenir le développement local, favoriser la création d'emplois et doter la RDC d'un cadre institutionnel modernisé, en phase avec les standards internationaux.



# PDL 145

## TERRITOIRES

***“Aucun territoire ne sera laissé pour compte”, réaffirme le Ministre d’État Guylain Nyembo devant le Sénat***

**PDL-145T**

► **“Aucun territoire ne sera laissé pour compte”, réaffirme le Ministre d’État Guylain Nyembo devant le Sénat**

Le 12 novembre 2025, le ministre d’État Guylain Nyembo est de nouveau intervenu devant le Sénat, dans le prolongement de la question orale adressée par la Sénatrice Isabelle Kabamba wa Umba, et des échanges engagés par plusieurs de

“Aucun territoire ne sera laissé pour compte. Les prochaines phases du programme permettront de corriger progressivement les déséquilibres et d’assurer un développement harmonieux sur l’ensemble du territoire national”, a

construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs, sont engagés, contrôlés et traçables, sous la supervision conjointe du Trésor public, du Budget, des Finances et de la Cour des comptes.



affirmé à cette occasion Guylain Nyembo.

Il a en même temps reconnu les défis logistiques et financiers rencontrés dans certaines zones, et réitéré la volonté du Gouvernement de mener à bien ce projet, conformément aux orientations du Chef de l’État.

Le Ministre d’État a rappelé que le PDL-145T constitue l’un des instruments majeurs de la vision du Président de la République, visant à promouvoir le développement équilibré du territoire national et à renforcer la cohésion sociale à partir de la base.

Pour le Ministre d’État, le PDL-145T n’est pas un simple projet d’infrastructures, mais un levier stratégique de transformation et de justice territoriale, destiné à rapprocher l’État des citoyens et à garantir un développement durable et inclusif dans chaque territoire de la République.

ses collègues qui voulaient obtenir des précisions sur l’état d’exécution du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T).

**Des fonds contrôlés et traçables**

Guylain Nyembo a précisé à ce sujet que l’ensemble des fonds du volet 1, dédié à la

**Etat d’avancement du PDL-145T**

► **Réunion cruciale entre Guylain Nyembo, Doudou Fwamba et les agences d’exécution**

Après son passage au Sénat le 12 novembre, le Ministre d’Etat Guylain Nyembo a présidé, le 13 novembre 2025, une séance de travail avec le Ministre des finances, Doudou Fwamba, sur l’état d’avancement du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T). La question du financement du programme figure en effet parmi les principaux défis à relever pour l’avancement des travaux.



L’objectif de la réunion était donc de trouver des réponses pour faire accélérer les travaux du volet 1 afin de livrer rapidement les infrastructures aux communautés ; de lancer les autres composantes du programme, notamment

Participant à cette réunion, les responsables des agences d’exécution (PNUD, BCeCo, CFEF), les membres du Comité Technique de Suivi (CTSP) et d’autres parties prenantes, ont fait le point sur les progrès réalisés dans le volet 1 du programme : construction des écoles, des centres de santé et des bâtiments administratifs. Ils ont aussi harmonisé les approches sur l’accompagnement financier pour la poursuite et la finalisation des travaux.

**Trouver des solutions pour faire accélérer les travaux**

Lancé pour réduire les inégalités territoriales et rapprocher l’Etat des communautés les plus éloignées, le PDL-145T est au cœur des attentes des populations. Il fait l’objet de nombreuses critiques parfois infondées, liées aussi bien au rythme des travaux qu’à son financement.

les routes de desserte agricole ; et de renforcer le suivi collectif, en impliquant davantage les structures étatiques et les élus nationaux, provinciaux et locaux.

Cette séance de travail a donc permis de consolider les stratégies nécessaires pour accélérer les chantiers, renforcer le suivi et assurer une coordination optimale entre les acteurs clés dans la mise en œuvre du PDL-145T. Un signe de la ferme détermination du Gouvernement de poursuivre l’exécution du programme jusqu’à son achèvement.

## Coopération au développement

### ► Nouvelle Directrice Pays de l'UNOPS, Mouna El Jahouri renouvelle le soutien de son agence aux programmes du Gouvernement

Venue rendre une visite de courtoisie et de travail au Ministre d'État Guylain Nyembo, le 14 novembre 2025, la nouvelle Directrice Pays pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS) en République Démocratique du Congo (RDC), Mme Mouna El Jahouri a réaffirmé l'engagement de l'agence à accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre de ses programmes prioritaires. « *Nous sommes disponibles et pleinement mobilisés pour accompagner le mandat du Ministère du Plan, notamment en matière de coordination de l'aide et de suivi des projets* », a-t-elle affirmé.



En fonction en RDC depuis septembre 2025, Mouna El Jahouri qui était accompagnée de son équipe, a présenté officiellement sa prise de rôle.

Elle a assuré qu'en tant qu'agence opérationnelle des Nations Unies, l'UNOPS s'aligne strictement sur les priorités nationales et inscrit son action dans la vision du Gouvernement pour un développement durable, coordonné et impactant. Elle a rappelé que son agence conduit plusieurs interventions structurantes en RDC : infrastructures de santé, aménagements hydro-agricoles, routes de desserte agricole, et des projets financés par la Banque mondiale, le CAFI et divers partenaires du Système des Nations Unies (SNU).

### ► Guylain Nyembo plaide en faveur d'un «partenariat responsable», lors du Business France - Ambition Africa

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement Guylain Nyembo a pris part, le 19 novembre 2025, à «Business France – Ambition Africa 2015» à Paris (France). Invité en qualité de *Keynote Speaker (Conférencier principal)* à ce rendez-vous économique parmi les plus stratégiques entre la France et l'Afrique, il y a exposé une vision forte : faire du «partenariat responsable» un véritable moteur de transformation structurelle pour la République Démocratique du Congo (RDC).

Guylain Nyembo a rappelé que face à l'urgence climatique, à la transition énergétique, à la révolution numérique et aux mutations financières mondiales, les États, les entreprises et les citoyens doivent repenser leurs modèles de collaboration. Dans ce contexte, la RDC ambitionne de devenir un acteur pivot de la nouvelle économie africaine, fondée sur la durabilité, l'éthique et l'innovation.

et attirer des investissements durables ; (III) et la création d'une valeur locale durable, grâce à l'industrialisation, à la transformation sur place et à l'essor du tissu entrepreneurial congolais.

Pour permettre à ces principes de se traduire en actions concrètes, il a mis en avant trois leviers stratégiques : un cadre institutionnel renforcé, porté par les réformes du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) et l'amélioration continue du climat des affaires ; des solutions financières innovantes, fondées sur le partage des risques et l'attraction des capitaux responsables ; l'investissement massif dans le capital humain, la formation, la technologie et l'innovation, moteurs de compétitivité à long terme.

l'un des plus grands projets hydroélectriques au monde, symbole d'un partenariat technologique panafricain et d'une coopération internationale ambitieuse pour l'énergie propre. En clôturant son intervention, Guylain Nyembo a exhorté les partenaires internationaux à privilégier des engagements de long terme, fondés sur l'impact réel des actions menées. Pour lui, la réussite des coopérations entre la RDC, la France, l'Afrique et l'Europe dépend de la capacité collective à bâtir des partenariats équilibrés, transparents et créateurs de valeur partagée.

Organisé par Business France, Ambition Africa s'est imposée comme la principale plateforme de rencontres économiques entre la France et l'Afrique. Pour cette septième édition, l'événement a réuni des centaines de décideurs publics et privés, issus de plus de 30 pays africains et européens, autour : de 17 tables rondes multisectorielles (agriculture, énergie, santé, infrastructures, numérique, finance) ; de rencontres B2B ciblées destinées à consolider et créer de nouveaux partenariats ; d'interventions de haut niveau, mettant en lumière les grandes tendances économiques et les opportunités d'investissement.



#### Un partenariat axé sur trois piliers

Dans son intervention, le Ministre d'Etat a défini les fondations indispensables d'un partenariat responsable : (I) la convergence des objectifs économiques, sociaux et environnementaux pour un développement réellement inclusif ; (II) la transparence et l'éthique, conditions essentielles pour instaurer la confiance

#### Deux projets emblématiques de la vision congolaise

Le Ministre d'État a illustré son propos par deux initiatives structurantes : le Projet Vert Kindu-Kinshasa, une démarche innovante de planification urbaine durable, destinée à anticiper et accompagner l'expansion démographique des grands centres urbains ; et le Projet Grand Inga,

## Diplomatie économique

### ▶ À Paris, Guylain Nyembo séduit les investisseurs et confirme la nouvelle dynamique économique de la RDC

*La République Démocratique du Congo (RDC) continue de renforcer son attractivité sur la scène internationale. Lors du Forum « Invest in DRC », organisé en marge d'Ambition Africa 2025, à Paris (France), le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a présenté une RDC résolument tournée vers la modernisation économique et le partenariat stratégique.*

Au cours de son intervention, il a décrit une RDC engagée dans une transformation structurelle profonde. Le pays qui possède plus de 1.100 minerais et substances minérales (dont le cobalt et le cuivre, indispensables à la transition énergétique mondiale), entend désormais monter dans la chaîne de valeur, attirer des investissements responsables et diversifier son économie. Ces ambitions s'inscrivent dans la vision du Chef de l'État, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui a placé la modernisation du climat des affaires au cœur de son mandat. Sous sa conduite, plusieurs chantiers stratégiques ont été ouverts : Digitalisation progressive de l'Administration publique ; Dématérialisation des procédures douanières et fiscales ; Mise en œuvre du Guichet unique des investissements via l'ANAPI ; Lutte renforcée contre la corruption et les tracasseries administratives ; Déploiement des Zones Économiques Spéciales (ZES) à Lualaba, Kinshasa et au Kongo-Central.



#### Des secteurs porteurs qui attirent les investisseurs français

Face à un public composé de dirigeants de grandes entreprises, d'institutions financières et d'opérateurs privés, le Ministre d'État a mis en lumière les opportunités disponibles dans une économie dont la croissance reste l'une des plus dynamiques d'Afrique centrale. Les secteurs qui ont particulièrement retenu l'attention incluent : l'énergie, notamment l'expansion des capacités hydroélectriques et les solutions hybrides ; l'hydrogène vert, nouveau champ d'exploration pour les investisseurs européens ; les mines stratégiques, avec une demande mondiale en forte hausse ; l'agro-industrie, dans un pays doté de plus de 80 millions d'hectares de terres arables ; le numérique, soutenu par l'essor des fintechs et la stratégie nationale de digitalisation ; les infrastructures, secteur prioritaire du Gouvernement pour soutenir l'intégration territoriale.

#### Le Gouvernement rassure : stabilité, prévisibilité et accompagnement

Guylain Nyembo a insisté sur la volonté du Gouvernement de garantir un environnement d'affaires stable, prévisible et sécurisé. La montée en puissance des Partenariats Public-Privé (PPP), la disponibilité de projets structurants présentés par l'ANAPI (Agence Nationale pour la Promotion des Investissements), ainsi que la mobilisation des ministères techniques témoignent d'une nouvelle dynamique de gouvernance.

Il a également rappelé le rôle stratégique du PDL-145T, Programme de développement local couvrant l'ensemble des territoires du pays, qui prépare le terrain pour un développement économique équilibré et durable. En s'adressant aux investisseurs à Paris, le Ministre d'État a affirmé une ambition claire : faire de la RDC un pôle d'investissement majeur en Afrique, fondé sur la transparence, la compétitivité et les partenariats de long terme. Son intervention remarquée renforce la visibilité internationale du pays et conforte sa démarche : bâtir des alliances économiques fortes pour accélérer la transformation de la RDC, au moment où l'Afrique devient un acteur central dans les transitions énergétiques, agricoles et technologiques du monde.

### ▶ RDC : le Gouvernement affine son modèle de cadrage macroéconomique pour fiabiliser les prévisions des recettes extractives

*La République Démocratique du Congo (RDC) a franchi une étape majeure dans la modernisation de sa gouvernance économique. Le 24 novembre 2025, le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a en effet procédé, au chapiteau du Pullman Hôtel de Kinshasa, au lancement officiel du Forum de Haut Niveau sur « l'affinement et le renforcement du modèle de cadrage macroéconomique », dans un contexte où la transparence et la prévisibilité des recettes extractives sont devenues indispensables.*



Ce Forum s'est tenu en présence du Ministre des Mines, Louis Watum Mkabamba, premier Vice-Président du Comité Exécutif de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) de la RDC (l'ITIE-RDC), illustrant l'importance intersectorielle de ce processus.

Le Forum a également réuni le Comité Exécutif de l'ITIE internationale, aux côtés des diplomates, partenaires techniques, experts nationaux et internationaux ainsi que de nombreuses institutions publiques impliquées dans la chaîne économique et extractive.

#### Moderniser la prévisibilité des recettes extractives

Guylain Nyembo a rappelé, à cette occasion, la nécessité pour la RDC de disposer d'outils de prévision fiables pour sécuriser les recettes issues des secteurs minier, pétrolier et gazier.

### RDC : le Gouvernement affine son modèle... (suite)

Il a souligné que les défis liés à la volatilité des prix internationaux, à la transition énergétique ou aux enjeux de gouvernance exigent des données robustes et une modélisation précise : « *Les mauvaises données sont pires que l'absence de données* », a-t-il indiqué, appelant à une réforme structurelle de la manière dont l'État collecte, centralise et exploite l'information économique.

Ce forum a été organisé dans la foulée d'un Arrêté interministériel signé le 29 septembre, réformant profondément le Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM). Ce cadre révisé institue deux nouveaux dispositifs centraux : le Noyau Préviation des Recettes Extractives (NPRE), chargé de modéliser les revenus issus du secteur minier industriel, et le Noyau Préviation et Simulation Macroéconomiques (NPSM), dédié aux projections globales de l'économie nationale.

Ces innovations offrent à l'État une visibilité renforcée sur les volumes extraits, les coûts de production, les clauses contractuelles, la fiscalité spécifique et l'évolution des marchés internationaux. Un outil essentiel pour stabiliser les prévisions budgétaires, anticiper les aléas économiques et renforcer la cohérence des dépenses publiques.

### Un intérêt manifeste à la réforme

La participation du Comité Exécutif international de l'ITIE et de plusieurs partenaires, dont l'Agence internationale de coopération allemande (GIZ), témoigne de l'intérêt que suscite cette réforme, au-delà des frontières congolaises.

Le forum a également permis de présenter les résultats de la modélisation pilote menée sur des projets miniers

majeurs, de partager les enseignements tirés, et d'esquisser l'extension de cet exercice à d'autres projets miniers.

Sous le leadership du Ministre d'Etat Guylain Nyembo, le Gouvernement réaffirme ainsi son engagement à garantir une gestion transparente, prévisible et responsable des ressources naturelles du pays. Une démarche qui s'inscrit dans la vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de consolider la souveraineté économique nationale et d'assurer une redistribution équitable des richesses. Avec ce forum, la RDC envoie un signal fort : celui d'un pays résolument tourné vers la rigueur, la transparence et la planification moderne, où les ressources extractives deviennent un levier clair pour transformer la vie des populations.

## Forum ADIS 2025

### ► « L'ère de la planification statique est révolue », Ministre d'Etat Guylain Nyembo

*Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a déclaré, le 25 novembre 2025, à l'ouverture des travaux du Panel consacré à la thématique « Fintech et inclusion financière : l'innovation au service des citoyens », que « l'ère de la planification statique est révolue. » Il a affirmé à ce sujet que dans un monde où les chaînes de valeur se redessinent en temps réel, où l'innovation devient quotidienne et où les crises deviennent systémiques, « l'Afrique n'a plus le luxe de planifier pour demain avec des outils d'hier. »*



Ce Panel se tenait à l'occasion de la 4ème édition du Forum international « Africa Digital Innovation Summit » (ADIS 2025), organisé au Centre culturel de Kinshasa, autour du thème : « *Accélérer la transformation digitale souveraine.* » Il a réuni des responsables d'institutions financières et des sociétés de

télécommunications basées en République Démocratique du Congo (RDC) telles que Vodacom Congo, Solidaire Bank, MultiPay, First Bank, FinTeck RDC, face à un auditoire composé d'étudiants, de jeunes start-uppeurs et d'autres entrepreneurs...

### Planification stratégique à l'ère du digital

Guylain Nyembo a affirmé à cette occasion que le choix porté sur son ministère pour introduire ce Panel n'était pas un hasard, du fait du lien qui existe entre le digital et la planification. Au ministère du Plan, « *le digital ou le numérique n'est plus un outil périphérique : il est au cœur de la redéfinition de notre métier, de notre manière de concevoir l'action publique, a indiqué le Ministre d'Etat. Nous sommes entrés dans une nouvelle génération de gouvernance : une planification agile, dynamique, souveraine, propulsée par la donnée et par le numérique.* »

Il a épinglé les nouveaux outils de gouvernance élaborés par le Ministère du Plan, sous la coordination de la Première Ministre Judith Siminwa : le Mécanisme National de Suivi-Evaluation des Actions Gouvernementales (MeSAG) et son outil numérique, le Système d'Information et de suivi des Actions Gouvernementales (SISAG).

Grâce à ces outils, la RDC est foncièrement engagée dans un processus durable dont les bénéfices attendus se traduiront par une gouvernance qui passe :

- D'une logique de dépense à une logique de résultats ;
- D'une gestion administrative à une gestion stratégique ;
- D'une planification déclarative à une planification mesurée et vérifiable.

### MeSAG/SISAG : Une « Révolution silencieuse de l'Etat »

Guylain Nyembo a précisé que le MeSAG/SISAG n'est pas à prendre pour un simple logiciel informatique. Il est bien plus une réforme structurelle, « une révolution silencieuse de l'Etat. » Notre objectif est clair, a poursuivi le Ministre d'Etat : « *Accélérer le basculement vers le budget-programme, où chaque franc dépensé doit produire un impact perceptible pour nos citoyens.* » Il a enfin adressé ce message aux Panelistes et à l'auditoire : « *La Planification stratégique n'est plus un exercice sur papier. C'est un dialogue permanent entre la vision politique, la donnée et l'action publique.* » Il s'agit, a-t-il conclu, d'un défi que le Gouvernement de la RDC tient à relever à travers le MeSAG/SISAG en cours d'implémentation.

**Eau, Hygiène et Assainissement**

► **Guylain Nyembo plaide pour un cadre national commun d'investissement et de programmation WASH**

*Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a affirmé, le 25 novembre 2025, à Kinshasa, que la situation paradoxale de la République Démocratique du Congo (RDC) - pays disposant de plus de 50 % des ressources hydriques de la région, mais dont une grande partie de la population, surtout rurale, n'a pas accès à l'eau potable – nécessitait une reformulation profonde des modes de planification et de coordination des interventions des acteurs du secteur WASH (Eau, Hygiène et Assainissement).*

*C'était lors de la réunion élargie du Bureau du Comité de pilotage du Comité National d'Action de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement (CNAEHA), qu'il avait présidé en présence du Ministre de la Santé, Samuel-Roger Kamba, des représentants des ministères sectoriels et des partenaires internationaux. La réunion avait pour objectif de définir une politique de planification « unique, intégrée et orientée vers les résultats » des interventions WASH en RDC.*

**Changer de paradigme**

Guylain Nyembo a appelé, à ce sujet, les différents intervenants du secteur à un changement de paradigme : passer d'une juxtaposition de projets isolés à un cadre

national commun d'investissement et de programmation WASH, qui permet la mutualisation des ressources, la complémentarité des financements, une vision multisectorielle, et un suivi-évaluation unifié.



Le Ministre d'Etat a précisé que cette approche est soutenue par les recommandations formulées lors de la réunion mondiale des Ministres sectoriels à Madrid, qui encourage fortement les États à renforcer la gouvernance et l'efficacité du secteur.

Guylain Nyembo a rappelé que la RDC dispose déjà des référentiels structurants : Vision 2050, Plan National Stratégique 2024-2028, Programme de Développement Local des 145 Territoires, auxquels s'ajoutent les engagements internationaux pris dans le cadre de l'Agenda 2030. Mais ces outils n'atteindront pleinement leur efficacité que si les interventions sont cohérentes. Il a par conséquent identifié trois axes prioritaires pour donner une dynamique nouvelle au secteur :

- *Gouvernance et coordination renforcées* : assurer un pilotage plus efficace entre les ministères, organismes publics, provinces et partenaires, afin de réduire les duplications et d'optimiser chaque intervention ;
- *Mobilisation accrue et innovante des financements* : développer une stratégie nationale de financement du WASH, qui intègre les ressources publiques, les partenariats internationaux, les innovations financières et les contributions des programmes en cours ;
- *Accélération des actions à impact direct* : mettre en œuvre des interventions ciblées dans les zones les plus vulnérables (réhabilitation des forages, construction d'ouvrages d'adduction d'eau, promotion de l'hygiène, accompagnement communautaire).

À travers cette réunion, le Ministre d'État réaffirme la volonté du gouvernement d'instaurer une gouvernance moderne, intégrée et redevable du secteur WASH. L'objectif final est clair : garantir à chaque Congolaise et chaque Congolais un accès équitable et durable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement, conditions essentielles pour la santé, la paix sociale et la prospérité.

**Industries extractives**

► **L'ITIE Internationale salue les progrès de la RDC en matière de transparence**

Le Ministre d'État Guylain Nyembo, Président du Comité exécutif de l'Initiative pour la Transparence de l'Industrie Extractive en République Démocratique du Congo (ITIE-RDC), a reçu le 26 novembre 2025, une délégation du Secrétariat international de l'ITIE conduite par Nassim Benhani, Directeur régional pour l'Afrique francophone, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. L'ITIE Internationale a félicité à cette occasion la RDC, pour ses efforts continus de transparence, soulignant le rôle moteur du Ministre d'État au Plan et à la Coordination de l'Aide au Développement, dans la mise en œuvre de la norme ITIE.



Les deux parties ont particulièrement échangé sur plusieurs avancées clés : (I) Projets ITIE appuyés par le Royaume de Belgique (artisanat minier, impacts sociaux & environnementaux) ; (II) Modélisation

financière du secteur extractif ; (III) Digitalisation de la norme, soutenue par la GIZ ; (IV) Préparatifs de la validation 2026, étape décisive pour mesurer les progrès du pays en gouvernance extractive. Le Secrétariat international a encouragé le Gouvernement de la RDC à poursuivre ses réformes, indispensables pour renforcer la crédibilité, la redevabilité et la transparence au bénéfice de tous les citoyens.

## ► Mobilisation inclusive en faveur des personnes vivant avec handicap

Le Ministre d'État Guylain Nyembo a participé, le 02 décembre 2025, à la table ronde des partenaires consacrée à la mobilisation des ressources pour les personnes vivant avec handicap en République Démocratique du Congo (RDC). En présence de la Ministre d'État des Affaires Sociales, Ève Bazaiba et de la Ministre déléguée en charge des personnes vivant avec handicap, Irène Essambo, Guylain Nyembo a lancé un message clair : renforcer l'inclusion sociale et garantir que chaque action de développement « ne laisse personne de côté ».

Le Ministre d'État a rappelé dans son intervention que la prise en charge des personnes vivant avec handicap n'est pas un simple volet social, mais un impératif

constitutionnel et moral, au cœur de la vision portée par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.



Il a aussi mis en avant la cohérence des réformes engagées, notamment dans le cadre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028) ; du Programme d'Investissements Publics ; de la Politique Nationale de l'Aide (PNA)

visant une meilleure coordination et efficacité de l'aide extérieure ; et de la reconfiguration du Cadre de Coordination de l'Aide (CCOAD).

### Des centres de formation dédiés aux PVH

Un projet structurant a été mis en exergue à cette occasion : la création, la réhabilitation et la modernisation des Centres de Formation Professionnelle « CENAPHI », dédiés aux personnes vivant avec handicap. Une initiative déjà engagée et soutenue par le Ministère du Plan & CAD pour promouvoir la formation, l'employabilité et l'autonomie des personnes vivant avec handicap

## Lutte contre la corruption

## ► « Nous devons assainir la gouvernance minière pour transformer nos richesses en progrès réel », Ministre d'État Guylain Nyembo

Le Ministre d'État Guylain a évoqué, le 04 décembre 2025, lors d'un atelier interinstitutionnel de réflexion consacré à la transparence et à l'assainissement de la gouvernance minière, le « paradoxe structurel » qui caractérise la République Démocratique du Congo (RDC), pays doté d'un sous-sol exceptionnel abritant des minerais parmi les plus stratégiques du XXI<sup>e</sup> siècle, mais dont la population ne bénéficie pas pleinement des retombées économiques.

Ce décalage est en grande partie lié, a-t-il dit, à la mauvaise gouvernance, au coulage des recettes, aux réseaux de fraude, et à la corruption systémique installés au fil des années dans la chaîne de valeur minière. « Nous devons assainir la gouvernance minière pour transformer les richesses en progrès réel », a-t-il déclaré à cette occasion, affirmant que l'avenir du secteur extractif dépend de la mise en place d'un écosystème fondé sur la transparence, la redevabilité et une stricte orthodoxie de gestion.

### Restaurer la confiance dans la gestion des ressources

Organisé dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de lutte contre la corruption (9 décembre), cet atelier avait réuni des parlementaires, des représentants d'institutions publiques, des experts, des partenaires techniques et des organisations spécialisées.



Il était placé dans une dynamique nationale majeure : celle de la nécessité de restaurer la confiance dans la gestion des ressources naturelles, et d'en faire un véritable levier de développement.

Guylain Nyembo a rappelé que cette démarche s'inscrivait dans la continuité des réformes impulsées par le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui a fait de la lutte contre la corruption un pilier de son action gouvernementale. Il a aussi indiqué que l'atelier se tenait dans un contexte où la RDC fait face à une pression sécuritaire et économique intense marquée par des tentatives d'occupation des zones stratégiques riches en minerais critiques. Pour le Ministre d'État, qui est Président du Comité Exécutif de l'Initiative pour la Transparence de l'Industrie Extractrice en RDC (ITIE-RDC), cette situation rappelle que la gouvernance des ressources naturelles n'est pas seulement une question de gestion

administrative, mais également un enjeu de souveraineté, de résilience nationale, et de sécurité économique.

### Miser sur des leviers structurants

Face à ces défis, il a mis l'accent sur plusieurs leviers structurants, entre autres : le renforcement du cadre légal et institutionnel pour décourager la fraude ; la stabilisation et la protection des investissements ; la certification des réserves et l'intensification des recherches géologiques ; la modernisation du Centre des Recherches Géologiques et Minières ; la transformation locale des minerais pour générer davantage de valeur ajoutée ; la publication systématique des contrats miniers afin de garantir un climat de confiance et d'intégrité. Saluant le rôle déterminant de l'Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption (APLC), de l'ITIE-RDC, de la National Resource Governance Institute (NRGI) et des partenaires techniques, notamment le Royaume-Uni dans l'organisation de la rencontre, Guylain Nyembo a insisté sur la nécessité d'une mobilisation collective pour bâtir un secteur minier solide, transparent et porteur de prospérité partagée.

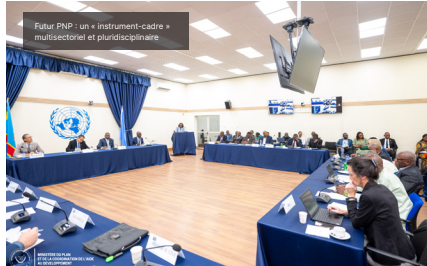
## Approche Nexus

### ► **Guylain Nyembo inaugure le Cadre national de coordination Nexus Humanitaire-Développement-Paix**

*Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a officiellement lancé, le 09 décembre 2025 au siège des Nations Unies à Kinshasa, le mécanisme national de coordination de l'approche Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP). Il s'agit d'une mécanisme institutionnelle conçue pour mieux articuler les interventions de différents acteurs dans les zones fragiles et renforcer la résilience des communautés.*

A terme, ce mécanisme permettra d'améliorer la durabilité des interventions, de renforcer l'appropriation nationale et d'offrir aux communautés des solutions plus intégrées et plus pérennes, a-t-il ajouté.

La cérémonie a réuni pour la première fois dans un cadre national, l'ensemble des acteurs des trois piliers du Nexus (Humanitaire-Développement-Paix), à savoir : délégués du Gouvernement, du Système des Nations Unies (SNU), des missions diplomatiques, des organisations internationales, de la Société civile et du Secteur privé.



Parmi les principaux partenaires techniques et financiers soutenant l'approche Nexus, la Suède a salué la volonté du Gouvernement congolais de renforcer la coordination et la cohérence des interventions en faveur des populations vulnérables. Son Ambassadeur en RDC, Joakim Vaverka a réitéré son appui à la dynamique Nexus-HDP.

Guylain Nyembo a rappelé à cette occasion que l'approche Nexus-HDP n'est pas un simple outil technique, mais une vision stratégique pour répondre simultanément aux urgences humanitaires, aux besoins de stabilisation et aux impératifs de développement durable. « *Le Nexus-HDP est un sentier stratégique dans notre quête de paix durable et de développement* », a-t-il déclaré, insistant sur la nécessité d'un cadre unifié permettant de mutualiser les efforts, d'éviter les duplications et de maximiser l'impact collectif.

#### Une démarche saluée par les NU

Le Coordonnateur résidant du SNU en RDC, Bruno Lemarquis, a salué cette avancée. « *L'approche Nexus-HDP représente une réponse moderne, efficace et indispensable aux défis multidimensionnels de la RDC, a-t-il déclaré. Elle permet de rassembler dans une même dynamique les efforts humanitaires, de stabilisation et de développement autour du leadership de l'État.* »

Au-delà du lancement institutionnel, cette réunion marquait le début d'un plaidoyer stratégique en faveur du financement du Programme d'Actions budgétisé du Nexus-HDP, qui sera présenté aux partenaires. Ce financement est jugé crucial pour étendre l'approche à d'autres provinces fortement touchées par l'activisme des groupes armés, les déplacements massifs de populations et la faiblesse des infrastructures locales.

## RGPH 2

### ► **La mobilisation des bailleurs au centre des échanges entre Guylain Nyembo et le FNUAP**

*Dans le cadre de l'accélération du deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2), le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement Guylain Nyembo, s'est entretenu le 10 décembre 2025 dans son cabinet de travail, avec le nouveau Représentant résident du Fond des Nations Unies pour la Population (FNUAP), Alain Akpadji. Cette rencontre a permis à la fois de faire le point sur l'avancement du programme FNUAP-RDC 2025-2029, et de planifier les prochaines étapes opérationnelles du recensement, qui constitue un chantier stratégique pour la République Démocratique du Congo (RDC).*

Le RGPH 2 s'inscrit dans un contexte national où la disponibilité de données démographiques fiables est cruciale pour la planification et le suivi des politiques publiques. Depuis le lancement de cette initiative, le gouvernement congolais a mis

l'accent sur la modernisation du processus de collecte des données, notamment par le démarrage d'une cartographie pilote, précurseur de la cartographie générale, qui permettra de disposer d'informations précises sur la population et l'habitat à l'échelle nationale.



#### Une table ronde des bailleurs pour mobiliser les ressources

Au cœur des discussions, la mobilisation des bailleurs a été identifiée comme un facteur décisif pour la réussite du RGPH 2.

La tenue prochaine d'une table ronde des bailleurs a été confirmée, visant à aligner les priorités, coordonner les ressources et assurer un financement complet et durable du projet. « *La table ronde des bailleurs sera l'étape décisive pour mobiliser les ressources et garantir la réussite du RGPH 2. C'est une occasion unique de coordonner les efforts et d'assurer que les données collectées servent efficacement le développement national* », a indiqué Alain Akpadji.

L'entretien a également permis de revenir sur les priorités transformatrices du programme commun : l'accès à la planification familiale, la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et les mutilations génitales féminines (MGF), ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles et techniques pour la collecte et l'exploitation des données de population. Ces éléments sont essentiels pour orienter les politiques publiques, soutenir le développement local et garantir l'inclusion sociale dans toutes les provinces du pays.

## Climat des affaires

# ► **Guylain Nyembo lance la réforme de la loi sur le PPP pour renforcer l'attractivité des investissements en RDC**

*Le Gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a officiellement lancé le 15 décembre 2025, la réforme portant révision de la Loi relative au Partenariat Public-Privé (PPP). C'est le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo qui a présidé la cérémonie du lancement de la réforme, lors d'un atelier au Pullman Hôtel de Kinshasa. La cérémonie a également marqué l'ouverture d'une session de formation des parties prenantes, cadres et experts impliqués dans la conception et la mise en œuvre des projets PPP.*

La réforme de la Loi relative au PPP s'inscrit dans le cadre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), qui vise à mobiliser près de 100 milliards de dollars américains pour transformer les infrastructures, diversifier l'économie et renforcer la gouvernance publique en RDC. Avec plus de 100 millions d'habitants et doté d'un potentiel minier et agricole exceptionnel, le pays cherche à moderniser ses mécanismes de financement pour répondre aux besoins croissants en infrastructures et services publics.



### Une réforme stratégique pour attirer les investissements

Le Gouvernement entend, par cette réforme, faire du PPP un levier stratégique de financement et d'expertise, capable d'attirer des investissements privés nationaux et internationaux, tout en garantissant la transparence, la performance et la soutenabilité des projets publics.

Depuis l'adoption de la loi n°18/016 du 9 juillet 2018 sur les PPP, plusieurs progrès ont été réalisés : création et opérationnalisation de l'Unité de Conseil et de Coordination du PPP (UC-PPP) en 2021; adoption du décret d'application de la loi PPP en 2023 ; élaboration d'outils opérationnels tels que fiches de projets, guides PPP et modèles de contrats ; formation des autorités contractantes et validation de plus de 25 projets PPP

entre 2023 et 2025; constitution d'un portefeuille préliminaire de projets PPP. Réitérant le rôle pivot du Ministère du Plan dans le renforcement de l'efficacité de l'action publique, le Ministre d'État Guylain Nyembo a insisté sur l'importance de renforcer les capacités (formation) des cadres et experts pour assurer la qualité du portefeuille des projets, une meilleure appropriation des outils opérationnels et la consolidation de la crédibilité de la RDC auprès des investisseurs nationaux et internationaux.

### Le Ministère jouera pleinement son rôle...

Guylain Nyembo s'est dit persuadé que la réussite de ce double processus (révision de la Loi PPP et montée en compétence) reposera sur une coordination interinstitutionnelle exemplaire, la rigueur et l'engagement total de tous, experts des ministères sectoriels, du secteur privé et de la société civile. « *Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, que j'ai l'honneur de diriger, jouera pleinement son rôle pour renforcer l'efficacité de l'action publique et dynamiser l'investissement public* », a-t-il assuré, soulignant l'importance d'un cadre PPP modernisé et aligné sur les standards internationaux.

## RGPH 2

# ► **La synergie Gouvernement-bailleurs de fonds se renforce pour la finalisation du recensement**

*Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a tenu, le 17 décembre 2025 à l'hôtel Hilton de Kinshasa, une réunion d'information sur l'état d'avancement du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2), avec les bailleurs de fonds engagés dans la mise en œuvre de ce processus. La rencontre s'était tenue en présence du Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget Adolphe Muzito, et du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU) en République Démocratique du Congo (RDC), Bruno Lemarquis.*

L'objectif principal de la réunion était de renforcer la coordination interinstitutionnelle, de synchroniser et aligner les interventions des partenaires techniques et financiers, et de présenter l'état d'avancement technique, logistique et budgétaire du RGPH2. Il était aussi question de dégager des perspectives claires pour la poursuite des activités en 2026, dans un esprit de responsabilité partagée.



### Des bases techniques déjà solides

Au sujet de l'avancement du processus, Guylain Nyembo a indiqué que le RGPH2 se trouve (décembre 2025) dans la phase de cartographie

censitaire, avec des résultats tangibles : la cartographie pilote a été réalisée, le découpage des aires de dénombrement provisoires est achevé à 100 %, soit 146.703 aires délimitées, et le Gouvernement a procédé, sur fonds propres, à l'acquisition d'équipements essentiels pour la collecte et le traitement des données.

Ces efforts témoignent de la détermination des autorités à conduire un recensement crédible, en conformité avec les standards internationaux, et à asseoir une souveraineté statistique indispensable à la planification du développement. « *Le chantier avance. Nous avons consolidé les bases techniques et nous entrons désormais dans une phase d'exécution qui nécessitera un appui plus soutenu et mieux coordonné* », a déclaré le Ministre d'État Guylain Nyembo.

### La synergie Gouvernement-bailleurs...(suite)

Le Représentant Résident du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), Alain Akpaji a salué les avancées enregistrées et la clarté de la feuille de route présentée. Il a réitéré l'engagement de l'UNFPA à accompagner le Gouvernement congolais jusqu'à la finalisation du recensement.

Le Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget, Adolphe Muzito a pour sa part réaffirmé le vœu du Gouvernement d'accompagner financièrement le processus, dans la mesure des capacités budgétaires de l'État. « *Je tiens à saluer l'engagement constant du Ministre d'État Guylain Nyembo, qui tient mordicus à voir ce chantier aboutir dans l'intérêt supérieur de la Nation* », a-t-il souligné.

### Prochaines étapes : deux grandes priorités...

Le Coordonnateur Résident du SNU en RDC, Bruno Lemarquis, a aussi salué la coordination impulsée par le Ministre d'État Guylain Nyembo, qu'il a qualifiée de facteur clé de succès du RGPH2. Il a encouragé la poursuite de ce dialogue structuré entre le Gouvernement et les partenaires, estimant qu'il constitue une base solide pour une mobilisation accrue et mieux alignée des appuis techniques et financiers.

Parmi les priorités immédiates à mettre en œuvre pour assurer une avancée cohérente et maîtrisée du processus, la réunion en a épinglé deux principalement :

la finalisation de la cartographie censitaire, considérée comme un préalable technique essentiel à la planification et à la fiabilité des opérations à venir ; et l'organisation d'une table ronde des partenaires techniques et financiers, destinée à consolider les engagements et à mobiliser les ressources nécessaires à la réussite du projet.

Une attention particulière a par ailleurs été portée sur le renforcement de la communication institutionnelle, reconnue comme un levier stratégique du processus. Il s'agit de structurer une communication claire, proactive et accessible, capable de rendre compte des enjeux, des étapes et des bénéfices attendus, tant au niveau national que local, afin d'assurer une meilleure lisibilité de l'action publique.

### Agenda 2030 sur les ODD

## ► La RDC prépare son rapport au FPHN des Nations Unies 2026

Dans le cadre de l'Agenda 2030 pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de la planification stratégique nationale, le Ministre d'État Guylain Nyembo a présidé, le 18 décembre 2025, une réunion consacrée à la préparation des contributions de la République Démocratique du Congo (RDC) au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) des Nations Unies 2026. Cette rencontre s'est

tenue alors que la RDC s'apprête à soumettre son troisième Rapport National d'Examen Volontaire (VNR), un document clé pour valoriser ses avancées en matière de développement durable.

De nombreux sujets ont été abordés à cette occasion : la coordination des parties prenantes qui porte sur l'alignement des ministères, des agences de développement et des partenaires



internationaux pour garantir une approche cohérente et intégrée ; la qualité des données, visant l'amélioration de la collecte et de l'analyse des statistiques afin d'assurer un suivi fiable des indicateurs des ODD ; et l'alignement des politiques publiques sur les ODD, afin de permettre que les initiatives nationales répondent aux objectifs mondiaux, tout en reflétant les priorités du Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

### VNR : un levier de coopération internationale

À travers l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD), le Ministère du Plan entend faire du VNR 2026 un véritable levier de coopération internationale, en mobilisant les partenariats, en renforçant la visibilité du pays et en valorisant les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD. En anticipant le FPHN 2026, la RDC confirme sa détermination à intégrer durablement les objectifs de développement durable dans ses politiques publiques, à mobiliser efficacement ses partenaires et à présenter un pays en pleine dynamique de progrès et de stabilité. « *La RDC doit rendre compte aux Nations Unies des progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD* », a rappelé à ce sujet Modeste Kakanda, Coordonnateur National de l'OCDD.

### Partenariat RDC-USA

## ► « La stabilité politique et la bonne gouvernance constituent des préalables indispensables à la confiance des investisseurs », Guylain Nyembo

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, a pris part le 18 décembre 2025, à la Journée de réflexion de haut niveau organisée à l'hôtel Hilton de Kinshasa, par la Chambre de Commerce Américaine en République démocratique du Congo (AmCham RDC), en partenariat avec l'Ambassade des États-Unis d'Amérique en RDC.



### TNSE : un outil de transparence

Intervenant à l'ouverture du panel consacré à la gouvernance et à la stabilité, le Ministre d'État Guylain Nyembo a rappelé que l'attractivité du

**« La stabilité politique et la bonne gouvernance...(suite) »**

climat des affaires repose sur des institutions solides, des règles claires et leur application rigoureuse. « *La stabilité politique et la bonne gouvernance constituent des préalables indispensables à la confiance des investisseurs et à la création d'un environnement économique prévisible et sécurisé* », a-t-il souligné.

Le Ministre d'Etat a, à ce sujet, évoqué l'élaboration et la mise en œuvre par le Gouvernement, sous l'impulsion du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, du Tableau Numérique de Suivi des Réformes du Climat des Affaires (TNSE). Cet outil digital innovant permet à l'ensemble des parties prenantes impliquées dans le climat des affaires de suivre, en toute transparence, l'évolution

des réformes et la progression des engagements du Gouvernement visant à améliorer l'attractivité économique du pays. Grâce à cette initiative, les investisseurs nationaux et internationaux peuvent désormais consulter en temps réel l'état d'avancement des actions structurelles engagées par le gouvernement.

### **Engagement à poursuivre des réformes ambitieuses**

A ce titre, le Ministre d'État a réaffirmé l'engagement de la RDC à poursuivre des réformes structurelles ambitieuses, notamment : le renforcement de la justice commerciale et de l'arbitrage pour sécuriser les transactions et protéger les investisseurs ; la lutte systémique contre la corruption, appuyée par des

mécanismes de contrôle renforcés ; l'amélioration de la prévisibilité fiscale et réglementaire pour garantir un cadre clair et stable ; la digitalisation progressive des procédures administratives pour plus de rapidité, d'efficacité et de transparence ; la sécurisation juridique des contrats et des investissements, gage de confiance pour le secteur privé.

Cette déclaration souligne la vision stratégique du Gouvernement, qui considère la consolidation des institutions et la transparence comme des leviers essentiels pour attirer des investissements durables, favoriser le développement économique et renforcer la coopération avec des partenaires internationaux, notamment les États-Unis.



# Équipe de rédaction du magazine

---

## Directeur de la publication

**Guylain Nyembo Mbwizya,**  
*Ministre d'État, Ministre du Plan  
et de la Coordination de l'Aide au  
Développement*

---

## Directrice de la rédaction

**Melissa Lubanzadio,**  
*Conseillère en communication*

---

## Rédacteur en chef

**Godefroid Bwiti Lumisa**  
*Chargé d'études/Rédacteur Principal*

---

Production

## Cellule de communication et médias du cabinet du Minétat Plan et CAD

**Melissa Lubanzadio**  
*Conseillère en communication*

**Godefroid Bwiti Lumisa**  
*Chargé d'études/Rédacteur Principal*

**Benjamin Mutamba**  
*Attaché de presse*

---

**Idantiti Communication**  
*Agence de communication*

**Eunice Mputu  
Hillary Muongo**  
*Médiathèque*

**Joël Batala**  
*Graphiste*

**Christian Lemisa**  
*Photographe*

**Yannick Mata  
Chansel Matondo**  
*Photo/Vidéo*

---

**Secrétariat Général du Ministère**  
*La DANTIC*



## Le Pivot-Sentinelle



MINISTÈRE DU PLAN  
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE  
AU DÉVELOPPEMENT



Ministère du Plan et de la Coordination  
de l'Aide au Développement

[plan.gouv.cd](http://plan.gouv.cd)

4155, Rue des Coteaux, Petit Pont, Kinshasa - Gombe  
Tél. : +243990055549 • E-mail : [info@plan.gouv.cd](mailto:info@plan.gouv.cd)  
[www.plan.gouv.cd](http://www.plan.gouv.cd)

